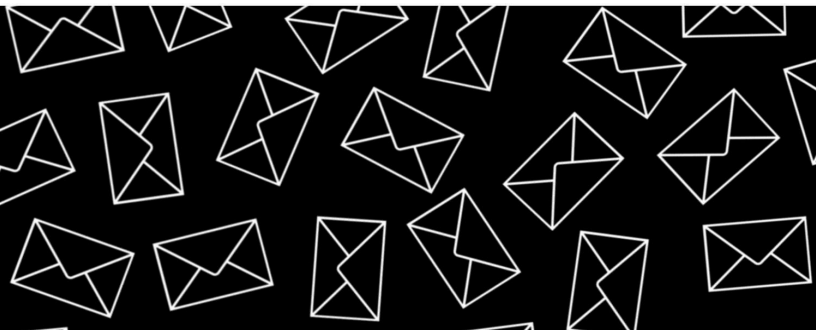




DÉPOUILLEMENT

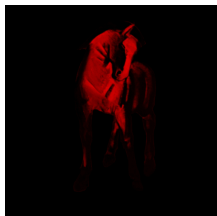
**COMPILATION DE TEXTES
ANTI-ÉLECTORALISTES**



LES CAVALIERS ROUGES

Dépouillement

Compilation de textes anti-électoralistes



*Du fait que ce livre soit quasi-intégralement
composé de textes qui ne sont pas les leurs, les
auteurs de ce livre renoncent, dans toute la mesure
permise par la loi, à l'ensemble de leurs droits
patrimoniaux relatifs à cette œuvre.*

*La reproduction, la diffusion, la modification et
l'utilisation de ce texte, en tout ou en partie, sont
libres et encouragées, quel qu'en soit le support ou le
but.*

*Toute personne est invitée à copier, partager,
adapter ou republier ce livre, afin de favoriser la
circulation des textes et des idées qu'il contient.*

Table des matières

Introduction	1
“Voter c’est abdiquer”, Lettre à Jean Grave (1885) - Élisée...	9
La mascarade électorale (1905) - Lucy Parsons	12
Pourquoi nous ne votons pas (2020) - Urcuchillay	17
Sur le gouvernement représenta- tif et le suffrage universel...	41
La grève des électeurs (1888) - Octave Mirbeau	55
Le citoyennisme qui vient (2024) - joie et tension	63
Sur les élections (1880) - Pierre Kropotkine	70
Majorités et minorités (1897) - Errico Malatesta	81
Après le naufrage (2024) - joie et tension	89

Introduction

Nous voulons parler de démocratie représentative, de démocratie tout court, d'élection et d'anarchisme. Car il semblerait que ces mots se soient perdus dans des représentations lointaines, que l'on effleure à peine dans nos discussions quotidiennes. Le constat est sans appel : Nous sommes dépouillés de notre pouvoir d'agir. Nous sommes dépossédés de notre pouvoir politique. Nous ne sommes pas des personnes jugées dignes de faire les lois.

Plus exactement, nous voulons parler d'anti-électorisme, un mouvement de force contre la démocratie représentative, libérale et électorale. C'est une vieille rengaine qui ne date pas d'hier : "Ni dieux, ni maîtres", voilà un principe de vie que chacun devrait respecter dans un monde sensé, qui a été scandé une myriade de fois depuis Blanqui. Ce principe nous dit que mettre son pouvoir entre les mains d'un autre, qu'il soit d'origine céleste ou terrestre, est une absurdité sans nom.

Il est bien sûr possible d'émettre des objections à ce principe, de débattre sur les tenants et aboutissants de l'anarchisme, de chercher à fonder ce qui peut l'être, ou tout simplement de faire part de ses appréhensions à l'idée d'un monde sans dieux ni maîtres. Mais pour commencer à réfléchir aux solutions, il faut d'abord être sûr de réfléchir au même problème. Sauf que, de nos jours, bien malheureusement, on entend n'importe quoi en ce qui concerne l'état de la démocratie.

On entend tous les jours que nous vivons en France une "crise démocratique", que "voter est un devoir", et qu'il faut de nouvelles personnes pour redresser la barre.

Mais 1 : Il n'y a de crise démocratique que pour celui ou celle qui ne remet pas en cause le modèle de la démocratie représentative, prenant "démocratie" et "élection" comme indissociables. La démocratie représentative, elle, se porte très bien. Des gens sont élus, une classe politique est au pouvoir, et il y a des élections. Si on veut autre chose, si on veut plus, alors il ne faut pas chercher à sauver le système électoral, mais bien à le dépasser.

2 : Affirmer qu'il relève de notre devoir d'aller voter est une injonction creuse et sans fondement, qui

prend racine dans la peur du jugement social. C'est la règle d'une fausse morale qui tend à sauver un vieux monde, en présentant le vote comme un "acquis social", une "conquête du peuple", et pas comme une manière parmi tant d'autres de légitimer le pouvoir des tyrans. Il "faut" voter tout comme il "faut" sauver son prochain quand il est en danger. Sauver une vie serait tout aussi un devoir que de glisser un bout de papier dans une urne ? Il y a devoir et "devoir" : le droit de vote est, comme son nom l'indique, un droit, et n'est qu'un devoir que pour ceux qui voient dans la démocratie représentative la forme de société la plus morale, ce qui est loin d'être une vérité universelle.

3 : Le mythe de l'homme providentiel n'a jamais vraiment perdu de son influence. Selon l'interprétation la plus commune, la politique serait un champ de bataille où s'affronteraient dieux et diables dans un combat sans fin, et le peuple aurait pour mission de reconnaître les dieux et de les soutenir, contre ceux qui souhaiteraient le "chaos", ou ceux qui seraient trop incompetents pour nous diriger. Le messie arrive en cravate, et prêche derrière son pupitre et son programme. En ayant au moins la prudence de remettre en question cette vision manichéenne et simpliste de la politique, est-ce qu'il nous est encore possible de prétendre que ce sont de nouvelles personnes qui vont changer les structures, celles

dont nous voulons nous débarrasser ?

“Le changement c’est maintenant”, c’était surtout en 2012. Aujourd’hui, on a droit à “un nouveau monde est possible”, mais ce sera surtout une énième politique de gouvernement aussi inefficace qu’injuste. Faut-il attendre le changement (diffus ou révolutionnaire) d’en haut ? Les membres du parti ont-ils lu plus de livres que nous ? Sont-ils dotés d’une plus grande force d’âme que n’importe qui d’autre ? En tout cas, ils ont un capital supérieur à la majorité des individus.

Pour avoir le temps d’être un professionnel de la politique, il faut un capital économique.

Pour pouvoir grimper les échelons, il faut un capital social.

Pour ne pas être ridicule dans ses interventions, il faut un capital culturel.

Or, on observe tous les jours le ridicule de nos chers représentants. Des mesures absurdes aux discours creux, en passant par les polémiques les plus puériles, ils étalent leur culture médiocre comme on étale de la confiture quand on en manque. Ils ne sont pas responsables, il ne peuvent pas l’être et, plus

important encore, ils n'ont aucun droit à l'être plus que les autres. Tout est dans l'apparence, tout est dans le porte-monnaie. Mais quand on demande une mesure sensée, une loi juste ou ne serait-ce qu'un peu de jugeote, c'est toute l'assemblée qui part à la pause-déjeuner. C'est pourquoi il n'y a rien à leur demander : il faut reprendre ce qui nous revient de droit, le pouvoir politique qui nous a été enlevé il y a longtemps.

Le simple fait d'interroger le rôle de l'élection suffit à être vu comme un ennemi de la démocratie : voilà jusqu'où le réel est renversé. Il n'est donc pas encore l'heure de débattre sur les alternatives au vote. C'est trop tôt. Ce dont il est question, c'est d'assurer une certaine cohérence. Une cohérence qui ne nous est jamais étrangère, car c'est celle qui nous guide dans notre quotidien. Quand nous voyons qu'un fruit est pourri, on ne le mange pas sous prétexte qu'il faut bien se mettre quelque chose sous la dent. On va en chercher un autre, et s'il n'y en a pas d'autres, on fait pousser de nouveaux arbres fruitiers. Mais personne n'irait manger un fruit pourri.

L'argument du "moindre mal", celui qui dit que c'est toujours pire ailleurs ou dans une autre époque, est un argument limité par sa propre essence. Il n'aide aucunement à envisager l'action, mais nous laisse

stagner dans la passivité. “Avant, on ne choisissait pas nos tyrans”? C’est certain, mais cela ne dit rien quant au fait que nous avons aujourd’hui des tyrans, et que d’autres sont déjà prêts à prendre leurs places. Comment résoudre ce problème? Certainement pas en convoquant le souvenir de la misère du passé, ou en rappelant les misères présentes au-delà de nos frontières. Ces constats ne sont utiles qu’au début du raisonnement, ils ne sont pas des solutions. Les dictatures sont un problème, tout comme les tyrannies qui se dotent de l’opinion majoritaire pour dominer sans excès.

Encore une fois, ceci n’est pas qu’un constat d’anarchiste. Ou du moins, il n’y a aucune raison pour que ce constat soit la propriété des anarchistes. Tout le monde est capable de voir que la démocratie représentative ne satisfait jamais tout le monde. Tout le monde fait des sacrifices lors des élections, car il n’y a pas les têtes que l’on souhaite voir à la tête des partis. Tout le monde voit la faiblesse du bulletin de vote, son insuffisance pour exprimer des pensées, des valeurs, et des principes. Même pour nommer des personnes, le bulletin de vote nous déçoit. Tout le monde perd confiance en la classe politique dans son ensemble, la seule image de l’homme politique suscite la suspicion et plus souvent le mépris.

On pourrait toutefois nous répondre la chose suivante : si le vote ne vaut quasiment rien, en quoi s'abstenir vaudrait plus ? Et c'est pourquoi il nous faut rappeler une distinction essentielle. Cette compilation de texte n'est pas pour l'"abstentionnisme", mais pour l'"anti-électorisme". L'abstentionnisme est un phénomène social, un événement situé qui arrive ou non. Il se quantifie, il s'incarne, et n'est pas forcément lié à un mouvement particulier. Par exemple, certains royalistes s'abstiennent parce qu'ils estiment que l'élection ne va pas jusqu'au bout de sa logique. Il ne faudrait pas seulement nommer des chefs, il faudrait aussi les mettre sur un piédestal d'un point de vue symbolique, les sacrifier. Mais d'autres royalistes votent tout de même, car ils estiment que notre organisation politique est tout à fait compatible avec l'avènement d'une monarchie. Ces derniers ont raison, et c'est en cela qu'ils ne sont pas anti-électoristes. Car l'anti-électorisme, c'est tout simplement le combat contre le système électoral.

Et de fait, en dehors de quelques libertariens confus, ce combat est essentiellement mené par les anarchistes. Le premier geste de l'anti-électorisme est de montrer toutes les failles logiques, internes et externes, de la représentativité électorale.

Être anti-électoriste amène, en toute cohérence,

à s'abstenir. Mais l'abstention n'est pas une fin, elle n'est qu'un effet qui découle d'une posture cohérente et, surtout, d'une posture enviable en tant qu'elle est cohérente. L'abstention devrait être comme le résultat d'une équation mathématique : elle n'est pas recherchée, ce n'est pas forcément celle que nous voulions trouver, mais c'est la seule réponse logique. Le fait que la figure de l'abstentionniste soit aussi stigmatisée à notre époque ne montre en aucun cas qu'il serait déraisonnable de s'abstenir. Ce fait ne met qu'en lumière l'irrationalité de notre propre monde.

Il y a donc une barrière passionnelle à faire tomber, à savoir l'amour que nous portons envers le bulletin de vote. C'est cette barrière que nous voulons faire tomber avec ce livre.

“Voter c’est abdiquer”, Lettre à Jean Grave (1885) - Élisée Reclus

Clarens, Vaud, 26 septembre 1885

Compagnons,

Vous demandez à un homme de bonne volonté, qui n’est ni votant ni candidat, de vous exposer quelles sont ses idées sur l’exercice du droit de suffrage.

Le délai que vous m’accordez est bien court, mais ayant, au sujet du vote électoral, des convictions bien nettes, ce que j’ai à vous dire peut se formuler en quelques mots.

Voter, c’est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c’est renoncer à sa propre souveraineté. Qu’il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d’une petite part de royauté,

le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir.

Voter, c'est être dupe ; c'est croire que des hommes comme vous acquerront soudain, au tintement d'une sonnette, la vertu de tout savoir et de tout comprendre. Vos mandataires ayant à légiférer sur toutes choses, des allumettes aux vaisseaux de guerre, de l'échenillage des arbres à l'extermination des peuplades rouges ou noires, il vous semble que leur intelligence grandisse en raison même de l'immensité de la tâche. L'histoire vous enseigne que le contraire a lieu. Le pouvoir a toujours affolé, le parlotage a toujours abêti. Dans les assemblées souveraines, la médiocrité prévaut fatalement.

Voter c'est évoquer la trahison. Sans doute, les votants croient à l'honnêteté de ceux auxquels ils accordent leurs suffrages — et peut-être ont-il raison le premier jour, quand les candidats sont encore dans la ferveur du premier amour. Mais chaque jour a son lendemain. Dès que le milieu change, l'homme change avec lui. Aujourd'hui, le candidat s'incline devant vous, et peut-être trop bas ; demain, il se redressera et peut-être trop haut. Il mendiait les votes, il vous donnera des ordres. L'ouvrier, devenu

contre-maître, peut-il rester ce qu'il était avant d'avoir obtenu la faveur du patron? Le fougueux démocrate n'apprend-il pas à courber l'échine quand le banquier daigne l'inviter à son bureau, quand les valets des rois lui font l'honneur de l'entretenir dans les antichambres? L'atmosphère de ces corps législatifs est malsain à respirer, vous envoyez vos mandataires dans un milieu de corruption; ne vous étonnez pas s'ils en sortent corrompus.

N'abdiquez donc pas, ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-même; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez! Les occasions ne manquent pas aux hommes de bon vouloir. Rejeter sur les autres la responsabilité de sa conduite, c'est manquer de vaillance.

Je vous salue de tout cœur, compagnons

Élisée Reclus

La mascarade électorale (1905) - Lucy Parsons

*Traduction des Cavaliers Rouges de ce texte, intitulé
"The Ballot Hambug", paru dans The Liberator le 10
septembre 1905.*

Quoi que nous entendions de toutes parts, nous sommes très enclins à y croire, que cela demande un certain effort pour y croire, que ce soit vrai ou non, surtout si cela demande un certain effort pour l'examiner. De toutes les illusions modernes, l'élection est certainement la plus grande.

Pourtant, la plupart des gens y croient.

Tout d'abord, elle repose sur le principe selon lequel la majorité doit diriger et la minorité doit suivre (peu importe que cela soit avantageux ou non pour la majorité que la minorité la suive). Prenons un groupe de législateurs, absolument honnêtes, et voyons ce

qu'ils peuvent faire. A, B et C ont chacun un principe distinct à mettre en œuvre, et il n'y a aucune raison valable pour que chacun d'entre eux ne mette pas en œuvre son principe dans une certaine mesure sans interférer avec les deux autres. La politique intervient et dit : décidons de cette question par un vote, car c'est équitable. Quel est le résultat ? A et C finissent par trouver un compromis et s'unissent en renonçant à une partie de leurs idées. A et C constituent alors la majorité et les principes de B ne sont plus pris en considération, mais sont simplement écartés. C'est la règle de la majorité.

Remarquez le résultat. Au lieu de trois principes bien définis qui auraient pu être poursuivis, développés et appréciés, nous en avons perdu un et corrompu les deux autres. C'est le résultat inévitable de la règle de la majorité dans un organe législatif qui tente d'élaborer des lois à appliquer à des communautés importantes dont les intérêts sont contradictoires.

Bien sûr, il vaut mieux avoir une règle de la majorité si elle représente les souhaits réels d'un grand nombre de personnes plutôt qu'une règle de la minorité qui ne sert que les intérêts de quelques-uns, comme c'est le cas aujourd'hui, où toutes les lois servent pratiquement les intérêts de la classe capitaliste.

Mais le principe même de la domination est erroné; nul n'a le droit de dominer autrui.

Bien sûr, si quelqu'un empiète sur les droits d'autrui, il doit être maîtrisé. Il ne s'agit pas là de domination, mais d'instinct de conservation. Voyons par exemple comment fonctionnent nos usines à lois. Un corrupteur agit comme suit : il engage un outil appelé avocat ou lobbyiste pour traîner au Capitole, aborder les membres de l'assemblée législative et leur présenter son projet sous les meilleurs jours, de manière à le faire passer pour une grande bénédiction pour le pays. De cette manière, avec un peu de corruption, il obtient généralement les votes de la majorité des membres.

Si le projet à faire adopter est si flagrant que la majorité ne peut être induite en erreur pour voter en sa faveur, alors le travail est accompli par un compromis. Le lobbyiste a persuadé A que le projet de loi est acceptable et B, qui s'y oppose mais qui est favorable à un autre projet auquel A s'oppose, il suffit d'obtenir l'accord de B pour voter en faveur du projet de loi à condition que A vote en faveur du projet de loi de B lorsqu'il sera présenté. Ce projet est qualifié d'honnête, ou du moins « tout est permis en politique ». Le lobbyiste qui dirige A a peut-être mis les deux projets en place avec le lobbyiste qui

était dirigé.

Ainsi, nos lobbyistes utilisent les membres des organes législatifs les uns contre les autres pour arracher au peuple un poste juteux au profit des richissimes. Peu importe qui est le membre du Congrès ou quels sont ses principes, on peut le manipuler de la même manière. Par conséquent, que vaut le vote du peuple dans le choix des membres ?

Peut-on reprocher à un anarchiste de déclarer que les lois créées par l'homme ne sont pas sacrées ? La société ne se désintégrerait pas et ne retomberait pas dans la barbarie si les lois étaient abolies. Avec des milliers de lois promulguées et des centaines de corrompus qui manœuvrent dans l'ombre, qu'advient-il de la victoire des électeurs aux urnes ? Qu'advient-il de leur volonté de tout réformer par le biais du vote ? Tant qu'il est prêt à se soumettre à une mauvaise loi jusqu'à ce qu'elle soit abrogée, quel meilleur moyen de pression les escrocs pourraient-ils souhaiter sur l'humanité ?

Le fait est que c'est l'argent, et non les votes, qui gouverne le peuple. Et les capitalistes ne se soucient plus d'acheter les électeurs, ils achètent simplement les « serviteurs » après qu'ils aient été élus pour « servir ». L'idée que le vote du pauvre a

une quelconque importance est la plus grande des illusions. Le bulletin de vote n'est qu'un voile de papier qui cache les magouilles.

Peut-on reprocher à un anarchiste qui voit un politicien véreux comploter pour obtenir un poste dans une usine à lois de ne rien trouver de sacré en lui ou dans ses lois?

Nous savons qu'aucune loi n'a jamais empêché un seul crime d'être commis.

Nous savons que le crime ne cessera que lorsque les hommes apprendront à faire le bien, car cela les rend plus heureux de faire le bien que le mal.

Nous savons que si l'adoption de lois avait empêché le crime ou rendu les hommes meilleurs, nous serions tous des anges à l'heure actuelle.

Nous disons : transformez les usines à lois en écoles et placez-y des scientifiques pour enseigner les vérités de la solidarité humaine, de l'amour et de la fraternité, et rendez cela possible en abolissant le monopole sur les moyens de subsistance, et l'humanité développera rapidement ce qu'il y a de meilleur, de plus noble et de plus pur dans sa nature.

Pourquoi nous ne votons pas (2020) - Urcuchillay

*Traduction des Cavaliers Rouges de ce texte, intitulé
"Why we don't vote", publié par le groupe anarchiste
indépendant "Urcuchillay" le 8 août 2020.
(texte original : [https://web.archive.org/web/20210118
221953/https://awsm.nz/?p=6210](https://web.archive.org/web/20210118221953/https://awsm.nz/?p=6210))*

Mouvement de solidarité des travailleurs d'Aotearoa

Remarque : En tant qu'anarchistes, l'une des choses qui nous sépare de beaucoup est notre forte détermination à poursuivre la politique en dehors de l'arène parlementaire. Nous sommes opposés au vote lors des élections. Cette position n'est souvent pas comprise. Nous avons écrit cet article pour tenter d'expliquer notre position.

Le droit de vote est considéré comme une condition préalable nécessaire à la liberté dans le monde. Des

gens se sont battus et sont morts pour le droit de vote aux élections. Partout dans le monde, les femmes ont mené d'âpres batailles pour le droit de vote. Alors pourquoi le Mouvement de solidarité des travailleurs d'Aotearoa (AWSM) remet-il en question ce droit comme un droit qui en vaut la peine ?

Tout le spectacle électoral est conçu pour nous encourager à croire que non seulement notre vote compte, mais que c'est la décision la plus importante que nous puissions prendre. En effet, le vote est considéré comme si sacré par beaucoup que la simple mention de ne pas voter suffit à provoquer l'indignation. Lorsque nous avons souligné que notre vote ne fait aucune différence de toute façon, on nous a accusés d'être apathiques, privilégiés, immatures et même de faire partie de l'Alt-right !

Mais comme l'a écrit l'anarchiste Vernon Richards :

« Tant que nous aurons le capitalisme et le gouvernement, le travail des anarchistes est de combattre les deux, et en même temps d'encourager les gens à prendre toutes les mesures qu'ils peuvent pour gérer leur propre vie. » [“Les anarchistes et le vote”, pp. 176-87, The Raven, n° 14, p. 179]

Nous soutenons que l'électoratisme fait en sorte qu'une perspective étatiste devienne dominante. Tout est vu en termes d'intervention de l'État et de suivi des décisions des dirigeants, ce qui s'est toujours avéré mortifère pour encourager l'esprit de révolte, l'autogestion et l'entraide – les clés mêmes pour créer le changement dans une société. Plutôt que d'être quelque chose dont d'autres personnes discutent au nom de la classe ouvrière, les anarchistes soutiennent que la politique ne devrait pas être une activité spécialisée entre les mains des soi-disant experts (c'est-à-dire des politiciens) mais plutôt entre les mains de ceux qui en sont directement affectés dans le processus de participation, d'action directe et d'autogestion. Ceux qui canalisent des conclusions « politiques » dans la politique électorale déforment les discussions pour ne voir que ce qui est possible dans le système actuel. Compte tenu de cela, est-il surprenant que les anarchistes soutiennent que le peuple « *doit organiser ses pouvoirs en dehors et contre l'État?* » [Bakounine, *La philosophie politique de Bakounine*, p. 376]

Nous avons déjà eu des débats assez houleux avec ceux qui disent que nous avons tort de dire que nous devrions ignorer le cirque électoral, et, à mesure que nous nous rapprochons du jour des élections, nous sommes sûrs que nous en aurons d'autres.

On nous dit que « si vous ne votez pas, vous n'avez pas le droit de vous plaindre du résultat », mais nous considérons que c'est le contraire. Ce sont ceux qui ont voté, qui ont accepté les règles et qui ont accepté d'être gouvernés par les gagnants qui ne peuvent pas se plaindre. Ce sont ceux, comme nous, qui n'y participent pas, qui ont le droit de se plaindre du résultat plus que quiconque.

On nous dit que la réalité, c'est que le vote change les choses, mais nous pouvons le nier, et nous le faisons. Le vote tente de donner à la population l'illusion du changement alors qu'en réalité il renforce le système actuel. Une politique ici et là peut changer, les visages peuvent changer, mais le système d'une minorité riche gouvernant une majorité plus pauvre demeure. On ne cesse de nous dire que s'abstenir de voter aidera la droite à gagner les élections, qu'il vaut mieux que le moindre mal gagne. C'est peut-être le cas (bien que nous n'en soyons pas convaincus), mais pourquoi devrions-nous fonder notre société sur un compromis avec le mal ? En fait, le parti de gauche progressiste pour lequel vous votez sera souvent prêt à prendre les mêmes mesures qu'un gouvernement de droite lorsqu'il s'agit de nous imposer une action anti-ouvrière (comme nous le montrerons dans cet essai, l'État a un effet corrompteur sur ceux qui entrent en politique avec de grands principes). Il devrait

y avoir une meilleure façon, et nous disons que le démantèlement du gouvernement, sous toutes ses formes existantes et potentielles, est cette façon.

La plupart de l'aile gauche d'Aotearoa, et un certain nombre de personnes qui prétendent s'identifier comme anarchistes, soutiendront les partis réformistes lors des prochaines élections. Vous les entendrez dire des choses comme « votez travailliste (ou vert) sans illusions », ou « votez travailliste/vert mais construisez une alternative socialiste ». Les slogans que ces autres peuvent crier ne font que refléter l'idée que le changement peut et doit être apporté par un petit nombre de politiciens d'élite. Ici, à AWSM, nous ne disons pas les choses comme ça. Il y a beaucoup de problèmes avec notre système électoral de démocratie, que nous allons passer en revue, mais nous devons dire qu'avant tout, en tant qu'anarchistes, nous considérons que voter contre la course est contraire à nos principes anti-étatistes et anti-hiérarchie, et nous voyons l'électoratisme comme contraire à nos objectifs et à notre pratique. Cela renforce l'idée que la société est divisée entre ceux qui donnent et ceux qui prennent des ordres. Le célèbre anarchiste français, Élisée Reclus, l'a bien exprimé lorsqu'il a dit :

« Tout ce qu'on peut dire sur le suffrage peut

se résumer en une phrase. Voter, c'est renoncer à son propre pouvoir. Élire un maître ou plusieurs, pour une longue ou une courte période, c'est renoncer à sa liberté... Au lieu de confier la défense de vos intérêts à d'autres, voyez la question par vous-mêmes. Au lieu d'essayer de choisir des conseillers qui vous guideront dans vos actions futures, faites-le vous-mêmes, et faites-le maintenant.... Ne votez pas ! »

Avant d'aller plus loin, il est important de préciser que nous, en tant qu'anarchistes, ne sommes pas simplement contre le vote, en fait nous sommes pour la démocratie. Ce que nous sommes contre, c'est un système qui nous permet de cocher une case tous les deux ou trois ans pour les candidats qui sont sélectionnés pour nous, et les politiques qui sont choisies pour nous, qui donne à celui qui a reçu le plus de X pour prendre des décisions qui affectent nos vies de toutes les manières. Une grande partie de notre soi-disant « démocratie » est fausse et antidémocratique, comme le comprennent beaucoup des centaines de milliers de Kiwis qui ne votent pas. Les politiciens, une fois élus, n'ont aucun scrupule à tenir les promesses qu'ils ont faites pendant la campagne, ils peuvent et font à peu près ce qu'ils veulent parce que nous n'avons pas le pouvoir de les rappeler avant

les prochaines élections, quand nous recevrons à nouveau un barrage de promesses qui n'ont pas à être tenues, et la plupart du temps ne seront pas tenues. Appeler cela la démocratie et le représentant de nos revendications est un mensonge flagrant.

Donc, pour continuer, nous considérons le vote aux élections gouvernementales comme une activité intrinsèquement autoritaire, et les moyens autoritaires ne peuvent jamais donner de résultats libertariens. Selon les mots d'Emma Goldman, «*la participation aux élections signifie le transfert de sa volonté et de ses décisions à un autre, ce qui est contraire aux principes fondamentaux de l'anarchisme*» [Emma Goldman, *Vision on Fire*, p. 89]. Le fait même de voter est une tentative de la part des électeurs de déléguer le pouvoir à une autre personne. Alors que les États de toutes sortes fournissent certains services et avantages à leurs citoyens, l'institution gouvernementale maintient et utilise également la police, les tribunaux, la prison, l'armée, etc., pour s'immiscer sous la contrainte dans la vie de ses sujets. Pour les anarchistes, c'est une croyance fondamentale que les individus ne devraient pas avoir l'autorité de contraindre les autres, et donc ils ne devraient pas se mettre en position de déléguer une telle autorité à quelqu'un d'autre, ce qui, après tout, est l'essence du vote.

En tant qu'anarchistes, nous soutenons que personne, qu'il soit au gouvernement ou en dehors, ne devrait avoir un tel pouvoir. Nous soutenons que les anarchistes qui s'opposent au pouvoir politique et à la coercition de toute sorte ne peuvent pas préconiser le vote aux élections nationales et rester fidèles aux principes de l'anarchisme. C'est un système qui nous divise en une majorité massive gouvernée par une infime minorité, et qui permet que le pouvoir, la richesse et les privilèges soient de plus en plus concentrés entre les mains de cette minorité. L'État n'est pas un corps neutre qui peut être utilisé par toutes les classes de la société pour protéger leurs intérêts, c'est plutôt un instrument de domination de classe qui existe pour protéger la richesse et le pouvoir de la classe dirigeante et faire respecter ses droits de propriété et son autorité.

Nous croyons que ce qu'on nous propose comme démocratie est une farce, une dictature du capital dépourvue de tout véritable choix. Pire encore, cette forme de démocratie donne l'illusion que nous, le peuple, avons le pouvoir de la changer, tout en la renforçant. Pas étonnant que tous les politiciens soient d'accord sur un point : nous devrions voter. Ils veulent que vous sanctionniez le processus par lequel ils acquièrent leur position, parce que sans cette sanction, ils n'ont aucune légitimité, et c'est

cette revendication de légitimité qu'ils utilisent pour rejeter toute action entreprise par des groupes opprimés ou marginalisés en dehors du parlement comme illégitime. Avant d'aller voter, rappelez-vous qu'il y a une véritable limite à ce que les gouvernements peuvent faire de toute façon – gagner une élection, ce n'est pas prendre le pouvoir. La véritable prise de décision a lieu dans les conseils d'administration des entreprises, et non au Parlement. Les partis politiques, même dans un gouvernement majoritaire, ne peuvent faire que ce que le capitalisme leur permet de faire. Le seul argument des politiciens est d'organiser le capitalisme d'une « manière plus gentille », mais nous, à l'AWSM, voulons briser le capitalisme, pas perdre notre temps à essayer de le rendre plus gentil.

Les députés ne sont guère plus que le comité de gestion des affaires du capitalisme. Nous ne pouvons pas élire la révolution, ni même un gouvernement radical, parce que le capitalisme utilisera son pouvoir économique, sous la forme de sanctions et de la fuite des capitaux, pour punir quiconque souhaite réformer radicalement la société, que la majorité ait voté pour elle ou non. Pire encore, dans certaines situations, le gouvernement élu peut se voir miné par des influences extérieures, même confronté à l'invasion et à la guerre. En réalité, cependant,

la nature de l'État signifie que les capitalistes ont rarement à utiliser ces tactiques.

Alors que de nombreux radicaux peuvent être tentés d'être d'accord avec notre analyse des limites de la campagne électorale et du vote, très peu sont automatiquement d'accord avec nos arguments anarchistes de ne pas voter. Au lieu de cela, ils soutiennent que nous devrions combiner l'action directe avec la propagande électorale, et ils suggéreront que l'État est trop puissant pour le laisser entre les mains de la droite. Ceux qui disent cela ne prennent finalement pas en compte la nature de l'État et l'effet corrupteur qu'il a sur les politiciens. Si l'on se fie à l'histoire, l'effet net de l'utilisation des élections par les radicaux est qu'au moment où ils sont élus au pouvoir, les radicaux feront joyeusement ce pour quoi ils auraient autrefois condamné la droite.

Étant donné que nous avons eu de nombreuses décennies de suffrage universel, non seulement en Aotearoa mais dans le monde entier, et que nous avons vu la montée du Parti travailliste et d'autres partis soi-disant progressistes visant à utiliser ce système pour apporter des changements, il est triste de dire que nous sommes probablement plus éloignés du socialisme que jamais. Le simple fait est que

ces partis ont passé tellement de temps à essayer de gagner des élections qu'ils ont même cessé de penser à créer des alternatives socialistes dans nos communautés et nos lieux de travail.

L'État façonne les gens. Comme l'affirme Noam Chomsky, *« dans les limites des institutions étatiques existantes, les politiques seront déterminées par des personnes représentant des centres de pouvoir concentrés dans l'économie privée, des personnes qui, dans leurs rôles institutionnels, ne seront pas influencées par des appels moraux mais par les coûts consécutifs aux décisions qu'elles prennent – non pas parce qu'elles sont de « mauvaises personnes », mais parce que c'est ce que les rôles institutionnels exigent. »*

C'est Bakounine qui a prédit en 1869 (trois ans avant que Marx n'impose son parlementarisme à la Première Internationale) que lorsque *« les ouvriers ... envoyer des travailleurs ordinaires ... aux assemblées législatives ... Les députés ouvriers, transplantés dans un milieu bourgeois, dans une atmosphère d'idées purement bourgeoises, cesseront en fait d'être des ouvriers et, devenant des hommes d'État, ils deviendront bourgeois... Car les hommes ne font pas leurs situations ; au contraire, les hommes sont faits par eux. [Le Bakounine de base, p. 108] De même, Kropotkine soutenait que « dans la mesure où les socialistes deviennent une puissance dans*

la société et l'État bourgeois actuels, leur socialisme doit s'éteindre» [Brochures révolutionnaires de Kropotkine, p. 189]. L'histoire a sans aucun doute donné raison aux anarchistes.

On ne le répétera jamais assez, la campagne électorale fait que le parti l'utilise pour devenir plus modéré et réformiste – en effet, le parti devient souvent victime de son propre succès. Pour gagner des votes, le parti doit paraître « modéré », « responsable » et « raisonnable », ce qui signifie qu'il doit travailler au sein du système. Cela signifie que (pour reprendre les mots de Rudolf Rocker) :

« La participation à la politique des États bourgeois n'a pas rapproché le mouvement ouvrier du socialisme d'un cheveu, mais grâce à cette méthode, le socialisme a été presque complètement écrasé et condamné à l'insignifiance... La participation à la politique parlementaire a affecté le mouvement travailliste socialiste comme un poison insidieux. » [*Anarcho-syndicalisme*, p. 49]

Chaque fois qu'un soi-disant parti travailliste est arrivé au pouvoir, il a agi d'une manière qui le rend presque impossible à distinguer de ses adversaires

plus à droite. Malgré leurs promesses d'agir pour la classe ouvrière, une fois au gouvernement, ils semblent toujours plus préoccupés par le fait d'être « respectables » et « raisonnables », et de ne rien faire qui puisse offenser les riches, les véritables dirigeants de notre société. De nos jours, nous avons « progressé » au point où les partis ne prétendent même pas faire campagne sur la base de la représentation de la classe ouvrière, se limitant à dire qu'ils sont plus « dignes de confiance » ou qu'ils sont une « paire de mains sûres » pour contrôler l'économie. Le socialisme est une honte du passé.

Le Parti travailliste d'Aotearoa a une histoire de compromis avec le capitalisme et d'action anti-ouvrière. Trois citations de Peter Fraser, socialiste révolutionnaire autoproclamé et premier ministre travailliste de 1940 à 1949, le démontrent. En 1913, Fraser écrivait : « *Le syndicalisme industriel et l'action politique révolutionnaire, à mon avis, constituent les moyens les plus efficaces et les plus rapides d'atteindre [le socialisme].* » En 1918, Fraser avait modéré ses opinions. Au lieu de la révolution, il a appelé à « *la transformation pacifique et légale de la société de la propriété privée à la propriété publique et à l'augmentation du contrôle démocratique sur la terre et l'industrie* ». Au début des années 1930, Fraser considérait que l'objectif principal du Parti travailliste était simple :

des emplois pour les chômeurs.

Janet Biehl résume les effets sur le Parti vert allemand de la tentative de combiner électoralisme radical et action directe :

« Les Verts allemands, autrefois un fleuron du mouvement vert dans le monde entier, devraient maintenant être considérés comme normaux, comme le déclare leur patron de facto lui-même. Devenus dépositaires de carriéristes, les Verts ne se distinguent que par la rapidité avec laquelle l'ancien cadre du carriérisme, de la politique partisane et du statu quo s'est une fois de plus déroulé dans leur saga de compromis et de trahison des principes. Sous le voile superficiel de leurs anciennes valeurs – un voile très mince en effet, aujourd'hui – ils peuvent chercher des positions et faire des compromis à leur guise... Ils sont devenus « pratiques », « réalistes » et « orientés vers le pouvoir ». Cette ancienne Nouvelle Gauche vieillit mal, non seulement en Allemagne mais partout ailleurs. Mais ensuite, c'est arrivé avec le S.P.D. en août 1914, alors pourquoi pas avec Die Grünen en 1991 ? C'est ce

qui s'est passé.» [«Parti ou mouvement? »,
Greenline, n° 89, p. 14]

Ici, à Aotearoa, l'effet a été le même sur notre propre Parti vert, dont l'évolution l'a vu se lier fermement à une budgétisation raisonnable et s'appuyer sur les forces du marché pour résoudre nos problèmes, et est passé d'un parti activiste à un parti de «politiciens professionnels».

Il ne suffit pas de blâmer les individus élus pour ces trahisons, en affirmant que nous devons élire de meilleurs politiciens ou choisir de meilleurs dirigeants. Pour les anarchistes, rien ne pourrait être plus faux car c'est le problème des moyens utilisés, et non des individus impliqués. Écrivant sur son expérience personnelle en tant que membre du Parlement, Proudhon a raconté que *«dès que j'ai mis le pied dans le Sinaï parlementaire, j'ai cessé d'être en contact avec les masses; parce que j'étais absorbé par mon travail législatif, j'ai complètement perdu de vue l'actualité... Il faut avoir vécu dans cet isolateur qu'on appelle l'Assemblée nationale pour se rendre compte que les hommes qui ignorent le plus complètement l'état du pays sont presque toujours ceux qui le représentent. Il y avait «l'ignorance des faits quotidiens» et «la peur du peuple» («la maladie de tous ceux qui appartiennent à l'autorité») car «le peuple, pour ceux qui sont au pouvoir,*

est l'ennemi ». [La propriété, c'est le vol!, p. 19] En fin de compte, comme l'affirmait le syndicaliste Émile Pouget, ce destin était inévitable car tout politicien socialiste *« ne pouvait pas briser le moule ; Il n'est qu'un rouage de la machine de l'oppression et, qu'il le veuille ou non, il doit, en tant que ministre, participer à l'écrasement du prolétariat. »* [cité par Jeremy Jennings, *Syndicalism in France*, p. 36]

En fin de compte, les partisans de l'utilisation de l'action politique ne peuvent que faire appel aux bonnes intentions et au caractère de leurs candidats, et espérer le meilleur. Les anarchistes, cependant, contrairement aux marxistes et aux autres radicaux, donnent continuellement une analyse des structures du gouvernement et des autres influences qui détermineront comment le caractère des candidats et des partis politiques victorieux changera. Seuls les anarchistes, comme nous à l'AWSM, présentent continuellement une analyse des effets de l'électoratisme et de ses effets sur les radicaux. L'histoire en est la preuve, l'électoratisme, comme le disait Bakounine, *« entraîne et entraîne inévitablement ses partisans, sous prétexte de tactique politique, dans des compromis incessants avec les gouvernements et les partis politiques ; c'est-à-dire que cela les pousse à une réaction pure et simple. »* [Le Bakounine de base, p. 288]

Non seulement l'utilisation des urnes comme tactique est nuisible aux politiciens et à leurs partis, mais elle a également un effet négatif sur le reste de la population. Le soutien à la campagne électorale est en contradiction avec notre soutien à l'action collective de masse. Cela entrave les arguments en faveur de l'organisation et de l'action collectives, car les électeurs attendent de leur représentant qu'il agisse et se batte pour eux. Les actions politiques sont considérées uniquement comme des activités parlementaires, faites pour le peuple par ses représentants. Il n'y a pas d'autre rôle pour le peuple que celui de soutien passif et de spectateur. Ainsi, au lieu de l'auto-activité et de l'autodétermination de la classe ouvrière, il en résulte une direction non ouvrière agissant pour le peuple. Les causes réelles et les solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont pas comprises et ignorées par ceux qui sont au sommet du parti et sont rarement discutées ouvertement, de moins qu'elles ne compromettent leurs chances de réélection.

Il n'y a rien de plus isolé et individualiste que le vote. C'est l'acte d'une personne dans une cabine par elle-même. C'est tout le contraire de la lutte collective. L'individu est seul avant, pendant et après l'acte de voter. En effet, contrairement à l'action directe, qui, par sa nature même, fait émerger

de nouvelles formes d'organisation pour gérer et coordonner la lutte, le vote ne crée pas de formes alternatives d'autogestion de la classe ouvrière. Et il ne le peut pas non plus. Il permet simplement à un individu (le politicien) d'agir au nom d'un ensemble d'autres individus (les électeurs). Les partis politiques abandonnent l'action directe au profit du succès aux élections (en effet, gagner les élections deviendra bientôt l'alpha et l'oméga de leur activité). De plus, si des radicaux sont élus, tout le centre de la lutte change. Plutôt qu'une lutte directe contre l'État et le patron, on considère que ce n'est plus nécessaire car les représentants élus agiront, ou les gens penseront qu'ils agiront, et n'agissent donc pas eux-mêmes. Ils ont élu quelqu'un pour se battre pour eux et ne voient donc pas, ou ne réalisent pas, la nécessité de se battre eux-mêmes.

À bien des égards, l'action directe est un moyen plus efficace pour les gens d'avoir leur mot à dire dans la société que le vote. Voter est une loterie, votre candidat préféré peut ne pas être élu, et tout le temps et l'énergie consacrés à le soutenir sont gaspillés. Avec l'action directe, vous pouvez être sûr que votre travail offrira des résultats, et l'expérience que vous acquérez, les leçons apprises, les réseaux et les connexions construits au cours du processus ne peuvent pas vous être enlevés.

De plus, le vote n'est possible qu'au moment des élections, l'action directe peut être appliquée chaque fois que le besoin augmente. S'appuyer sur l'électoralisme signifie que vous ne pouvez aborder que les sujets actuels dans les programmes politiques des candidats, tandis que l'action directe peut être appliquée pour traiter les problèmes dans tous les aspects de votre vie.

En d'autres termes, notre soutien à l'action directe est lié à notre rejet du vote, et notre appel à ne pas voter souligne l'importance de l'action directe, ainsi que d'avoir un effet éducatif important en soulignant que l'État n'est pas neutre, mais sert à protéger la domination de classe, et que le changement significatif ne vient que d'en bas. Donc, il ne suffit pas de ne pas voter, nous devons nous organiser et nous battre. Selon les mots d'un anarchiste membre de la Fédération jurassienne écrivant en 1875 :

«Au lieu de demander à l'État une loi obligeant les employeurs à ne les faire travailler que quelques heures, les associations professionnelles imposent directement cette réforme aux employeurs; De cette façon, au lieu d'un texte juridique qui reste lettre morte, un véritable changement économique est opéré par

l'initiative directe des travailleurs... Si les ouvriers consacraient toute leur activité et toute leur énergie à l'organisation de leurs métiers en sociétés de résistance, en fédérations commerciales, locales et régionales, si, par des réunions, des conférences, des cercles d'études, des journaux et des brochures, ils entretenaient une agitation socialiste et révolutionnaire permanente; Si, en liant la pratique à la théorie, ils réalisaient directement, sans aucune intervention bourgeoise et gouvernementale, toutes les réformes immédiatement possibles, des réformes avantageuses non pas à quelques ouvriers mais à la masse laborieuse, alors la cause du travail serait certainement mieux servie que... agitation juridique». [cité par Caroline Cahm, *Kropotkine et la montée de l'anarchisme révolutionnaire*, p. 226]

Nous exhortons donc les gens à ne pas voter afin d'encourager l'activité et non l'apathie. Au lieu de passer notre temps à exhorter les gens à voter pour l'un ou l'autre ensemble de groupes offrant des façons légèrement différentes de gérer le capitalisme, nous soulevons l'option de choisir de se gouverner soi-même, de s'organiser avec d'autres sur son lieu

de travail, dans sa communauté, partout. Nous offrons l'option de quelque chose pour lequel vous ne pouvez pas voter, une nouvelle société. Au lieu d'attendre que d'autres fassent des changements pour vous, avec tous les anarchistes, nous exhortons les gens à le faire eux-mêmes. De cette façon, nous pouvons construire une alternative à l'État, qui peut réduire son pouvoir maintenant et, à long terme, le remplacer. C'est le cœur de nos principes anarchistes et la raison pour laquelle nous disons de ne pas voter.

En faisant le choix de principe de ne pas participer aux élections, nous ouvrons une occasion de remettre en question l'acceptation du statu quo. Nous considérons qu'il est important de se lever et de rappeler aux gens ce qui ne va pas avec le vote. Peut-être qu'en ne votant pas consciemment et en expliquant aux autres pourquoi nous ne votons pas, nous pouvons changer les croyances des gens sur le gouvernement. Nous profitons de cette occasion pour dire qu'il existe des moyens meilleurs et plus significatifs de parvenir à une vie plus juste, plus libre et plus significative; que nous n'avons pas besoin de recourir à l'État pour résoudre les problèmes.

En tant qu'anarchistes, nous pensons simplement que notre politique devrait être la destruction de l'État plutôt que de chercher à travailler avec lui.

Nous croyons que cette position est essentielle si nous voulons être en mesure de promouvoir l'anarchisme, et si nous voulons marquer un fossé entre les autres et nous-mêmes, et nous placer fermement en dehors de l'activité et des jeux politiques de tous les autres partis. Nous pensons que c'est essentiel pour ne pas être considérés comme une autre bande de gauchistes après les votes, et pour éviter d'être entachés par l'échec inévitable de tout gouvernement à répondre à nos besoins. Nous croyons en la révolution et avons une idéologie révolutionnaire et nous voulons gagner les gens à l'anarchisme. Si les gens commençaient à associer l'anarchisme aux partis politiques, alors il serait difficile pour les gens de comprendre ce qu'est réellement l'anarchisme.

En défendant notre position anti-électorale, nous pouvons faire passer nos idées sur la nature du système actuel, sur la façon dont les politiciens élus sont contrôlés et façonnés par l'État, et sur la façon dont l'État agit pour protéger le capitalisme. De plus, cela nous permet de présenter nos idées d'action directe et d'encourager ceux qui sont déçus par les partis politiques et le système actuel à devenir anarchistes en présentant une alternative viable à l'imposture de la politique des partis. Car, après tout, un pourcentage non négligeable non seulement

des abstentionnistes, mais aussi des électeurs, sont déçus par la configuration actuelle. Beaucoup de ceux qui ne votent pas le font pour des raisons essentiellement politiques, comme en avoir assez du système politique, ne pas voir de différences majeures entre les partis ou reconnaître que les candidats ne représentent pas leurs intérêts. Beaucoup de ceux qui votent le font simplement contre l'autre candidat, le considérant comme l'option la moins pire. C'est l'occasion, alors que les gens parlent un peu plus de politique, de remettre en question l'idée que les décisions importantes ne peuvent être prises que par quelques-uns, et de faire passer nos idées anarchistes.

Nous avons commencé par une citation de Vernon Richards, et nous terminerons par une autre : « *Si le mouvement anarchiste a un rôle à jouer dans la politique pratique, c'est certainement celui de suggérer et de persuader le plus grand nombre de personnes possible que leur liberté vis-à-vis des Hitler, des Franco et des autres, ne dépend pas du droit de vote ou de l'obtention d'une majorité de voix pour le candidat de son choix, mais sur l'évolution de nouvelles formes d'organisation politique et sociale qui visent à la participation directe du peuple, avec pour conséquence l'affaiblissement du pouvoir, ainsi que du rôle social, du gouvernement dans la vie de la communauté.* » [« Les anarchistes et le

vote», pp. 176-87, *The Raven*, n° 14, pp. 177-8]

Ainsi... Ne votez pas, ou ne gâchez pas votre vote si vous le souhaitez, et commençons à faire une réelle différence.

Sur le gouvernement représentatif et le suffrage universel (1870) - Michel Bakounine

Extrait tiré de l'essai "Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg", publié en 1870.

La société moderne est tellement convaincue de cette vérité : *que tout pouvoir politique, quelle que soit son origine et sa forme, tend nécessairement au despotisme*, — que, dans tous les pays où elle a pu s'émanciper quelque peu, elle s'est empressée de soumettre les gouvernements, lors même qu'ils sont issus de la révolution et de l'élection populaire, à un contrôle aussi sévère que possible. Elle a mis tout le salut de la liberté dans l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, et la Suisse en est un, la liberté ne peut donc être réelle que lorsque ce

contrôle est réel. Par contre, si le contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.

Il serait facile de démontrer que nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel. Nous nous bornons pour cette fois à en examiner l'application dans la Suisse. D'abord parce qu'elle nous tient de plus près, et ensuite, parce qu'étant aujourd'hui seule en Europe une république démocratique, elle a réalisé en quelque sorte l'idéal de la souveraineté populaire, de sorte que ce qui est vrai pour elle doit l'être, à bien plus forte raison, pour tous les autres pays.

Les cantons les plus avancés de la Suisse ont cherché, vers l'époque de 1830, la garantie de la liberté dans le suffrage universel. C'était un mouvement tout à fait légitime. Tant que nos Conseils législatifs n'étaient nommés que par une classe de citoyens privilégiés, tant qu'il existait des différences, sous le rapport du droit électoral, entre les villes et les campagnes, entre les patriciens et le peuple, le pouvoir exécutif choisi par ces Conseils, aussi bien que les lois élaborées dans leur sein, ne pouvaient avoir d'autre objet que d'assurer et de réglementer la domination d'une aristocratie sur la nation. Il fallait donc, dans l'intérêt de la liberté populaire, renverser ce régime, et le remplacer par celui de la souveraineté du peuple.

Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion, et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et, dans tous, la démoralisation aujourd'hui si flagrante du parti radical. Les radicaux n'ont pas voulu tromper le peuple, comme l'assure notre presse soi-disant libérale, mais ils se sont trompés eux-mêmes. Ils étaient réellement convaincus lorsqu'ils promirent au peuple, par le moyen du suffrage universel, la liberté, et, pleins de cette conviction, ils eurent la puissance de soulever les masses et de renverser les gouvernements aristocratiques établis. Aujourd'hui, instruits par l'expérience et par la pratique du pouvoir, ils ont perdu cette foi en eux-mêmes et dans leur propre principe, et c'est pour cela qu'ils sont abattus et si profondément corrompus.

Et en effet, la chose paraissait si naturelle et si simple : une fois que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émaneraient directement de l'élection populaire, ne devaient-ils pas devenir l'expression pure de la volonté du peuple, et cette volonté pourrait-elle produire autre chose que la liberté et la prospérité populaire ?

Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre légis-

lative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. Le peuple, en Suisse comme partout, veut instinctivement, veut nécessairement deux choses : la plus grande prospérité matérielle possible, avec la plus grande liberté d'existence, de mouvement et d'action pour lui-même ; c'est-à-dire la meilleure organisation de ses intérêts économiques, et l'absence complète de tout pouvoir, de toute organisation politique, — puisque toute organisation politique aboutit fatalement à la négation de sa liberté. Tel est le fond de tous les instincts populaires.

Les instincts de ceux qui gouvernent, aussi bien de ceux qui font les lois que de ceux qui exercent le pouvoir exécutif, sont, à cause même de leur position exceptionnelle, diamétralement opposés. Quels que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son pupille. Mais entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister. D'un côté, il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure ; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur, exerçant soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif. Qui dit pouvoir politique, dit domination ; mais là où la domination

existe, il doit y avoir nécessairement une partie plus ou moins grande de la société qui est dominée, et ceux qui sont dominés détestent naturellement ceux qui les dominent, tandis que ceux qui dominent doivent nécessairement réprimer, et par conséquent opprimer, ceux qui sont soumis à leur domination.

Telle est l'éternelle histoire du pouvoir politique, depuis que ce pouvoir a été établi dans le monde. C'est ce qui explique aussi pourquoi et comment des hommes qui ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés les plus furibonds, lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir. On attribue ordinairement ces palinodies à la trahison. C'est une erreur; elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position; et n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus.

Pénétré de cette vérité, je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composés d'ouvriers, ces ouvriers, qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient après-demain des aristocrates

déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploiters. Ma conclusion est celle-ci :

Il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique ; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploiters et des exploités. Le pouvoir politique une fois aboli, il faut le remplacer par l'organisation des forces productives et des services économiques.

Revenons à la Suisse. Chez nous, comme partout ailleurs, la classe des gouvernants est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés. En Suisse, comme partout, quelque égalitaires que soient nos constitutions politiques, c'est la bourgeoisie qui gouverne, et c'est le peuple des travailleurs, y compris les paysans, qui obéit à ses lois. Le peuple n'a ni le loisir, ni l'instruction nécessaires pour s'occuper de gouvernement. La bourgeoisie, possédant l'un et l'autre, en a, non de droit, mais de fait, le privilège exclusif. Donc l'égalité politique n'est, en Suisse comme partout, qu'une fiction puérile, un mensonge.

Mais étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, com-

ment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans nos lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple? C'est impossible, et l'expérience quotidienne nous prouve, en effet, que, dans la législation aussi bien que dans le gouvernement, la bourgeoisie se laisse principalement diriger par ses propres intérêts et par ses propres instincts, sans se soucier beaucoup de ceux du peuple.

Il est vrai que tous nos législateurs, aussi bien que tous les membres de nos gouvernements cantonaux, sont élus, soit directement, soit indirectement, par le peuple. Il est vrai qu'aux jours des élections, les bourgeois les plus fiers, pour peu qu'ils soient ambitieux, sont forcés de faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain. Ils viennent à lui chapeau bas, et ne semblent avoir d'autre volonté que la sienne. Mais ce n'est qu'un mauvais quart d'heure à passer. Une fois les élections terminées, chacun revient à ses occupations quotidiennes : le peuple à son travail, et la bourgeoisie à ses affaires lucratives et à ses intrigues politiques. Ils ne se rencontrent, ils ne se connaissent presque plus. Comment le peuple, écrasé par son travail et ignorant de la plupart des questions qui s'agitent, contrôlera-t-il les actes politiques de ses élus? Et n'est-il pas évident que le contrôle exercé par les électeurs sur leurs représentants n'est qu'une pure fiction?

Mais comme le contrôle populaire, dans le système représentatif, est l'unique garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est rien qu'une fiction.

Pour obvier à cet inconvénient, les démocrates radicaux du canton de Zurich ont fait triompher un nouveau système politique, celui du *referendum*, ou de la législation directe par le peuple. Mais le *referendum* lui-même n'est qu'un moyen palliatif, une nouvelle illusion, un mensonge. Pour voter avec pleine connaissance de cause et avec une entière liberté les lois qu'on lui propose ou qu'on le pousse à proposer lui-même, il faudrait que le peuple eût le temps et l'instruction nécessaires pour les étudier, pour les mûrir, pour les discuter; il devrait se transformer en un immense parlement en pleins champs. Ce n'est que rarement possible et seulement dans les grandes occasions, alors que la loi proposée excite l'attention et touche aux intérêts de tout le monde. Ces cas sont excessivement rares. La plupart du temps, les lois proposées ont un caractère tellement spécial, qu'il faut avoir l'habitude des abstractions politiques et juridiques pour en saisir la véritable portée. Elles échappent naturellement à l'attention et à la compréhension du peuple, qui les vote en aveugle, sur la foi de ses orateurs favoris. Prises séparément, chacune de ces lois paraît trop in-

signifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais en semble elles forment un réseau qui l'enchaîne. Et c'est ainsi qu'avec et malgré le *referendum*, il reste, sous le nom de peuple souverain, l'instrument et le serviteur très humble de la bourgeoisie.

On le voit bien, dans le système représentatif, même corrigé par le *referendum*, le contrôle populaire n'existe pas ; et, comme il ne peut y avoir de liberté sérieuse pour le peuple sans ce contrôle, nous en concluons que notre liberté populaire, notre gouvernement par nous-mêmes, est un mensonge.

Ce qui se passe chaque jour dans tous les cantons de la Suisse nous confirme dans cette triste conviction. Quel est le canton où le peuple exerce une action réelle et directe sur les lois fabriquées dans son Grand-Conseil et sur les mesures ordonnées par son Petit-Conseil ? où ce souverain fictif ne soit traité par ses propres élus comme un mineur éternel, et où il ne soit forcé d'obéir à des commandements partis d'en haut, et dont pour la plupart du temps il ne sait ni la raison, ni l'objet ?

La plus grande partie des affaires et des lois, et beaucoup d'affaires et de lois importantes, qui ont un rapport direct avec le bien-être, avec les intérêts matériels des communes, se font par-dessus la tête

du peuple, sans que le peuple s'en aperçoive, s'en soucie et s'en mêle. On le compromet, on le lie, on le ruine quelquefois, sans qu'il en ait la conscience. Il n'a ni l'habitude, ni le temps nécessaire pour étudier tout cela, et il laisse faire ses élus, qui naturellement servent les intérêts de leur classe, de leur monde à eux, non les siens, et dont le plus grand art consiste à lui présenter leurs mesures et leurs lois sous l'aspect le plus anodin et le plus populaire. Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle.

Tout indifférentes et toutes patientes que se montrent les populations de nos cantons, elles ont pourtant certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher, et qu'un gouvernement habile se gardera bien de froisser. Lorsque le sentiment populaire se sent attaqué sur ces points qui constituent pour ainsi dire le *sanctum sanctorum* et toute la conscience politique de la nation suisse, alors il se réveille de son habituelle torpeur et il se révolte, et, lorsqu'il se révolte, il balaie tout : constitution et gouvernement, Petits et Grands-Conseils. Tout le mouvement progressif de la Suisse, jusqu'en 1848, a procédé par une série de révolutions cantonales. Ces révolutions,

la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de nos gouvernants.

Ce fut aussi la grande arme dont s'est servi le parti radical pour renverser nos constitutions et nos gouvernements aristocratiques. Mais après s'en être servi avec tant de bonheur, il la brisa, pour qu'un parti nouveau ne pût s'en servir contre lui à son tour. Comment la brisa-t-il? En détruisant l'autonomie des cantons, en subordonnant les gouvernements cantonaux au pouvoir fédéral. Désormais, les révolutions cantonales — *ce moyen unique dont disposaient les populations cantonales pour exercer un contrôle réel et sérieux sur leurs gouvernements, et pour tenir en échec les tendances despotiques inhérentes à chaque gouvernement, ces soulèvements salutaires de l'indignation populaire* — sont devenues impossibles. Elles se brisent impuissantes contre l'intervention fédérale.

Supposons que la population d'un canton, à bout de patience, se soulève contre son gouvernement, qu'arrive-t-il? D'après la constitution de 1848, le Conseil fédéral a non seulement le droit, il a le devoir

d'y envoyer autant de troupes fédérales, prises dans les autres cantons, qu'il sera nécessaire pour rétablir l'ordre public et pour rendre force aux lois et à la constitution du canton. Les troupes ne sortiront pas du canton avant que l'ordre constitutionnel et légal n'y soit parfaitement rétabli; c'est-à-dire, en nommant franchement les choses par leur nom, avant que le régime, *les idées et les hommes qui jouissent des sympathies du Conseil fédéral n'aient complètement triomphé*. Telle a été l'issue de la dernière insurrection du canton de Genève en 1864.

Cette fois, les radicaux ont pu apprécier à leurs propres dépens les conséquences du système de centralisation politique inauguré par eux-mêmes en 1848. Grâce à ce système, les populations républicaines des cantons ont aujourd'hui un souverain tout puissant : *le pouvoir fédéral*; et, pour sauvegarder leur liberté, c'est ce pouvoir-là qu'elles doivent pouvoir contrôler et même renverser au besoin. Il me sera facile de prouver qu'à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, à moins qu'une passion unanime et puissante ne s'empare de toute la nation suisse, de tous les cantons en même temps, ni ce contrôle, ni ce renversement ne seront jamais possibles.

La Suisse se trouve aujourd'hui prise dans un dilemme.

Elle ne peut vouloir retourner à son régime passé, à celui de l'autonomie politique des cantons, qui en faisait une confédération d'États politiquement séparés et indépendants l'un de l'autre. Le rétablissement d'une pareille constitution aurait pour conséquence infaillible l'appauvrissement de la Suisse, arrêterait tout court les grands progrès économiques qu'elle a faits, depuis que la nouvelle constitution centraliste a renversé les barrières qui séparaient et isolaient les cantons. La centralisation économique est une des conditions essentielles de développement des richesses, et cette centralisation eût été impossible si l'on n'avait pas aboli l'autonomie politique des cantons.

D'un autre côté, l'expérience de vingt-deux ans nous prouve que la centralisation politique est également funeste à la Suisse. Elle tue sa liberté, met en danger son indépendance, en fait un gendarme complaisant et servile de tous les despotes puissants de l'Europe. En amoindrissant sa force morale, elle compromet son existence matérielle.

Que faire alors ? Retourner à l'autonomie politique des cantons est chose impossible. Conserver la

centralisation politique n'est pas désirable.

Le dilemme ainsi posé n'admet qu'une seule solution : *c'est l'abolition de tout État politique, tant cantonal que fédéral, c'est la transformation de la fédération politique en fédération économique, nationale et internationale.*

Telle est la fin vers laquelle évidemment marche aujourd'hui toute l'Europe.

La grève des électeurs (1888) - Octave Mirbeau

Article paru dans Le Figaro le 28 novembre 1888.

Une chose m'étonne prodigieusement - j'oserai dire qu'elle me stupéfie - c'est qu'à l'heure scientifique où j'écris, après les innombrables expériences, après les scandales journaliers, il puisse exister encore dans notre chère France (comme ils disent à la Commission du budget) un électeur, un seul électeur, cet animal irrationnel, inorganique, hallucinant, qui consente à se déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs, pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose. Quand on réfléchit un seul instant, ce surprenant phénomène n'est-il pas fait pour dérouter les philosophies les plus subtiles et confondre la raison ?

Où est-il le Balzac qui nous donnera la physiologie de l'électeur moderne ? Et le Charcot qui nous expli-

quera l'anatomie et les mentalités de cet incurable dément? Nous l'attendons.

Je comprends qu'un escroc trouve toujours des actionnaires, la Censure des défenseurs, l'Opéra-Comique des dilettanti, le *Constitutionnel* des abonnés, M. Carnot des peintres qui célèbrent sa triomphale et rigide entrée dans une cité languedocienne; je comprends M. Chantavoine s'obstinant à chercher des rimes; je comprends tout. Mais qu'un député, ou un sénateur, ou un président de République, ou n'importe lequel parmi tous les étranges farceurs qui réclament une fonction élective, quelle qu'elle soit, trouve un électeur, c'est-à-dire l'être irrêvé, le martyr improbable, qui vous nourrit de son pain, vous vêt de sa laine, vous engraisse de sa chair, vous enrichit de son argent, avec la seule perspective de recevoir, en échange de ces prodigalités, des coups de trique sur la nuque, des coups de pied au derrière, quand ce n'est pas des coups de fusil dans la poitrine, en vérité, cela dépasse les notions déjà pas mal pessimistes que je m'étais faites jusqu'ici de la sottise humaine, en général, et de la sottise française en particulier, notre chère et immortelle sottise, ô chauvin!

Il est bien entendu que je parle ici de l'électeur averti, convaincu, de l'électeur théoricien, de celui qui s' imagine, le pauvre diable, faire acte de citoyen

libre, étaler sa souveraineté, exprimer ses opinions, imposer - ô folie admirable et déconcertante - des programmes politiques et des revendications sociales; et non point de l'électeur «qui la connaît» et qui s'en moque, de celui qui ne voit dans «les résultats de sa toute-puissance» qu'une rigolade à la charcuterie monarchiste, ou une ribote au vin républicain. Sa souveraineté à celui-là, c'est de se pocharder aux frais du suffrage universel. Il est dans le vrai, car cela seul lui importe, et il n'a cure du reste. Il sait ce qu'il fait. Mais les autres?

Ah! oui, les autres! Les sérieux, les austères, les *peuple souverain*, ceux-là qui sentent une ivresse les gagner lorsqu'ils se regardent et se disent : «Je suis électeur! Rien ne se fait que par moi. Je suis la base de la société moderne. Par ma volonté, Floque fait des lois auxquelles sont astreints trente-six millions d'hommes, et Baudry d'Asson aussi, et Pierre Alype également.» Comment y en a-t-il encore de cet acabit? Comment, si entêtés, si orgueilleux, si paradoxaux qu'ils soient, n'ont-ils pas été, depuis longtemps, découragés et honteux de leur œuvre? Comment peut-il arriver qu'il se rencontre quelque part, même dans le fond des landes perdues de la Bretagne, même dans les inaccessibles cavernes des Cévennes et des Pyrénées, un bonhomme assez stupide, assez déraisonnable, assez aveugle à ce qui

se voit, assez sourd à ce qui se dit, pour voter bleu, blanc ou rouge, sans que rien l'y oblige, sans qu'on le paye ou sans qu'on le soûle?

À quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté, à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin, peu importe le nom qu'il ait écrit dessus?... Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi, qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant?

Qu'est-ce qu'il espère? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le grugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise et qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que, par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité; il faut que dans les noms seuls de Barbe et de Baihaut, non moins que dans ceux de Rouvier et de Wilson, il découvre une magie spéciale et qu'il voie, au travers d'un mirage, fleurir et s'épanouir dans Vergoin et dans Hubbard, des promesses de bonheur futur et de soulagement immédiat. Et c'est cela qui est véritablement effrayant. Rien ne lui sert

de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais, et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne la vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un, et de donner l'autre ? Eh bien ! non. Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces et les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit.

Ô bon électeur, inexprimable imbécile, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débitent chaque matin, pour un sou, les journaux grands ou petits, bleus ou noirs, blancs ou rouges, et qui sont payés pour avoir ta peau ; si, au lieu de croire aux chimériques flatteries dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, si, au lieu de t'arrêter, éternel badaud, devant les lourdes duperies des programmes ; si tu lisais parfois, au coin du feu, Schopenhauer et Max Nordau, deux philosophes qui en savent long sur tes maîtres et sur toi, peut-être apprendrais-tu des choses étonnantes et utiles. Peut-être aussi, après les avoir lus, serais-tu moins empressé à revêtir ton air grave et ta belle redingote, à courir ensuite vers les urnes homicides où, quelque nom que tu mettes, tu mets d'avance le nom de ton plus mortel ennemi. Ils te diraient, en connaisseurs d'humanité, que la politique est un abominable mensonge, que tout y est à l'envers du bon sens, de la justice et du droit, et que tu n'as rien à y voir, toi dont le compte est réglé au grand livre des destinées humaines.

Rêve après cela, si tu veux, des paradis de lumières et de parfums, des fraternités impossibles, des bonheurs irréels. C'est bon de rêver, et cela calme la souffrance. Mais ne mêle jamais l'homme à ton rêve,

car là où est l'homme, là est la douleur, la haine et le meurtre. Surtout, souviens-toi que l'homme qui sollicite tes suffrages est, de ce fait, un malhonnête homme, parce qu'en échange de la situation et de la fortune où tu le pousses, il te promet un tas de choses merveilleuses qu'il ne te donnera pas et qu'il n'est pas d'ailleurs, en son pouvoir de te donner. L'homme que tu élèves ne représente ni ta misère, ni tes aspirations, ni rien de toi ; il ne représente que ses propres passions et ses propres intérêts, lesquels sont contraires aux tiens. Pour te reconforter et ranimer des espérances qui seraient vite déçues, ne va pas t'imaginer que le spectacle navrant auquel tu assistes aujourd'hui est particulier à une époque ou à un régime, et que cela passera. Toutes les époques se valent, et aussi tous les régimes, c'est-à-dire qu'ils ne valent rien. Donc, rentre chez toi, bonhomme, et fais la grève du suffrage universel. Tu n'as rien à y perdre, je t'en réponds ; et cela pourra t'amuser quelque temps. Sur le seuil de ta porte, fermée aux quémandeurs d'aumônes politiques, tu regarderas défiler la bagarre, en fumant silencieusement ta pipe.

Et s'il existe, en un endroit ignoré, un honnête homme capable de te gouverner et de t'aimer, ne le regrette pas. Il serait trop jaloux de sa dignité pour se mêler à la lutte fangeuse des partis, trop fier pour tenir de toi un mandat que tu n'accordes jamais qu'à

l'audace cynique, à l'insulte et au mensonge.

Je te l'ai dit, bonhomme, rentre chez toi et fais la grève.

Le citoyennisme qui vient (2024) - joie et tension

*Publié sur le site “joietension.noblogs.org” en juin 2024.
([https ://catgirlsbookclub.noblogs.org/fr/le-citoyennisme
e-qui-vient/](https://catgirlsbookclub.noblogs.org/fr/le-citoyennisme-e-qui-vient/))*

Puisque dans le contexte de fièvre électoraliste actuelle, un certain nombre de camarades anarchistes, révolutionnaires, autonomes, etc. sont frappé.e.s de désorientation politique et stratégique, il nous a semblé qu’une clarification s’imposait.

L’électeur est un oppresseur

Depuis la dissolution de l’assemblée nationale se font entendre au sein de la gauche dite « radicale » les orchestres de la petite musique citoyenniste et électoraliste : la situation serait critique et il faudrait donc que chacun.e prenne ses responsabilités et s’en aille mettre docilement son bulletin dans l’urne.

Voici que l'on subit à nouveau, comme en 2002, comme en 2017, comme en 2022, les éternelles injonctions à voter, à « faire barrage », à soutenir ou à rallier le Nouveau Front populaire pour empêcher l'extrême-droite ou le fascisme d'arriver au pouvoir. Et ces injonctions s'accompagnent immanquablement de la rhétorique culpabilisante habituelle : les abstentionnistes, toutes et celles et ceux qui refusent de jouer ce jeu-là, s'en mordront les doigts. Ils regretteront leur négligence coupable. Ils seront mortifiés et honteux, au soir du premier ou du second tour, quand le pire sera arrivé par leur faute. Etc. etc.

Nous n'avons que faire de cette petite musique. Ce chantage nous fait bien rire. Nous tiendrons bon sur nos principes. Nous ne voterons jamais et nous ne culpabiliserons jamais. Disons-le tout net : à nos yeux, il n'y a pas de crise politique en France aujourd'hui. De notre point de vue, c'est le calme plat. L'État se porte très bien, la République raciste et sécuritaire est en pleine forme et les péripéties superficielles propres à la compétition entre celles et ceux qui veulent conquérir une portion des institutions ne nous concernent pas. Cette lutte pathétique entre la gauche et la droite du Capital n'est pas notre problème. L'Ennemi est au pouvoir depuis longtemps déjà.

Nous sommes fatigué.e.s d'avoir à rappeler tout cela, c'est pourquoi nous ferons court. En trois points :

1. L'État ne connaît que l'oppression

L'État n'est pas un outil neutre que l'on peut conquérir et utiliser pour impulser une politique prétendument différente. L'État ne connaît que la domination et l'oppression, et toute tentative pour investir les institutions est une erreur stratégique grossière. L'État ne mène qu'à l'État. Il n'est jamais « juste », ni « bon ». Il doit être démolé de l'extérieur, point.

2. Peu importe le régime : tous les États se valent

Tous les régimes et tous les programmes qui s'appuient sur l'État se valent. Cet enseignement de l'anarchisme est l'un de nos acquis les plus précieux et nous devons continuer à le proclamer : il n'y a aucune différence entre les types de régimes qui fonctionnent avec et pour l'État. Distinguer démocratie et fascisme ne révèle que le confort de celles et ceux qui raisonnent au chaud, à l'abri de la violence quotidienne d'État, loin des matraques, des prisons et de la répression coloniale.

3. L'électeur est un oppresseur

Le vote est une fonction institutionnelle. Toute personne qui vote se met au service de l'État et consent à soutenir sa logique d'oppression. Le vote sert structurellement les intérêts et les privilèges de la bourgeoisie capitaliste. Il ne vise qu'à désigner les maîtres et les bourreaux au sein d'un système fondé sur l'exploitation, la domination de classe, le racisme et le patriarcat. Le vote est un geste de collaboration avec l'État et tout électeur est un oppresseur.

Alors à toutes celles et ceux parmi nos camarades qui vont se précipiter dans les bureaux de vote, et à toutes celles et ceux qui nous font la morale, nous rappelons donc ce fait essentiel : il n'y a pas d'anarchistes électeurs. Cela n'existe pas. C'est un oxymore absolu et une ligne de démarcation non-négociable : entre la révolution et l'oppression, il faut savoir choisir son camp.

D'ailleurs, ajoutons une fois pour toutes : nous ne sommes pas « abstentionnistes ». Nous ne nous définissons pas selon les critères de participation électorale à l'appareil d'État. Notre geste de refus n'est pas une abstention, c'est une libération. Ce sont les électeurs qui s'abstiennent. De faire la révolution, de mener la lutte dans la rue, de refuser de soutenir l'État, de résister véritablement à l'oppression.

Contre la police du cortège de tête

Dans la fièvre électoraliste ambiante, un étrange phénomène est apparu. Lors de la manifestation du 15 juin, le mot d'ordre semblait être « pas de vagues », « pas de casse ». Que ce soit la position des syndicats ou d'organisations rigides qui prétendent s'approprier la manifestation, passe encore : nous savons que nous avons des ennemis parmi la foule des manifestant.e.s et nous savons que la confrontation avec les SO et les pacificateur.ices est inévitable.

Mais voilà que le cortège de tête semble avoir généré sa propre police. Jusque dans ce lieu autrefois pleinement consacré aux expériences ou aux tentatives insurrectionnelles, à la démolition des symboles de l'État et du Capital ou à la confrontation directe avec les forces répressives, les bons citoyens, les braves gens de l'antifascisme de circonstance, se piquent à présent de faire respecter l'ordre.

Faut-il donc maintenant que nos cortèges soient infiltrés par les citoyennistes ? Faut-il supporter de lutter en traînant avec soi, comme des boulets, des gens qui iront bientôt voter et faire ainsi allégeance aux institutions ? Les mêmes, sans doute, qui poussent la transgression jusqu'à taguer des slogans en faveurs du vote ou du soutien au Nouveau

Front populaire... Voici que l'acte de vandalisme est lui aussi absorbé par le citoyennisme. Quel degré d'aliénation et de soumission faut-il pour en arriver là? On a même lu sur une banderole ce terrible aveu : « Sans la rue, pas de Front populaire ». Que faut-il comprendre? Les révolutionnaires ne sont-ils maintenant que de simples supplétifs du carriérisme électoral?

Là encore, nous sommes fatigué.e.s de le rappeler : le cortège de tête, même affaibli, même en déclin, doit demeurer le lieu où l'on s'affranchit des lois et de l'ordre, où l'on fait reculer, même fugacement, l'État, le Capital et les rôles serviles qu'ils nous imposent. C'est le lieu où les buts officiels de la manifestation s'estompent au profit du seul objectif de confrontation et d'intensification. Sauf dans des cas très exceptionnels, un cortège de tête combatif n'a que faire des motifs pour lesquels une poignée de syndicats dociles ou d'associations réformistes et/ou paternalistes ont appelé à manifester. Toute manifestation est une rampe de lancement potentielle pour des débordements et pour un saut qualitatif, rien de plus, rien de moins.

Alors voilà : toi le bon citoyen, toi qui t'offusques qu'il y ait un peu de casse ou un feu de poubelle lors d'une manifestation alors même que tu viens

régulièrement dans le cortège de tête comme au spectacle, pour te rincer l'œil et te faire peur, toi qui viens faire la police, toi qui incarnes l'État au sein même de nos luttes, nous n'avons pas besoin de toi à nos côtés. Tu te dis révolutionnaire, radical, antifasciste, peut-être même anarchiste ? Tu n'es rien de tout cela. Organise ton propre cortège, à l'arrière, loin de nous, et ne viens pas nous faire la morale.

Chantage électoraliste, anarchistes et révolutionnaires d'isolairs, flics du cortège de tête : la période est propice à tous les reniements, mais elle a le mérite de clarifier les positions des un.e.s et des autres. Nous saurons, dorénavant, à quoi nous en tenir.

Des insurrectionnalistes

Sur les élections (1880) - Pierre Kropotkine

Article paru dans Le Révolté le 6 mars 1880.

Les vices des Assemblées représentatives ne nous étonneront pas, en effet, si nous réfléchissons, un moment seulement, sur la manière dont elles se recrutent et dont elles fonctionnent.

Faut-il que je fasse ici le tableau, si écœurant, si profondément répugnant, et que nous connaissons tous - le tableau des élections? Dans la bourgeoise Angleterre et dans la démocratique Suisse, en France comme aux États-Unis, en Allemagne comme dans la République Argentine, cette triste comédie n'est-elle pas partout la même?

Faut-il raconter comment les agents et les Comités électoraux «forgent», «enlèvent», canvass une élection (tout un argot de détrousseurs de poches!),

en semant à droite et à gauche des promesses, politiques dans les réunions, personnelles aux individus : comment ils pénètrent dans les familles, flattant la mère, l'enfant, caressant au besoin le chien asthmatique ou le chat de « l'électeur » ? Comment ils se répandent dans les cafés, convertissent les électeurs et attrapent les plus muets en engageant entre eux des discussions, comme ces compères d'escroquerie qui vous entraînent au jeu « des trois cartes » ? Comment le candidat, après s'être fait désirer, apparaît enfin au milieu de ses « chers électeurs », le sourire bienveillant, le regard modeste, la voix câline - tout comme la vieille mégère, loueuse de chambres à Londres, qui cherche à capter un locataire par son doux sourire et ses regards angéliques ? Faut-il énumérer les programmes menteurs - tous menteurs, qu'ils soient opportunistes ou socialistes-révolutionnaires - auxquels le candidat lui-même, pour peu qu'il soit intelligent et connaisse la Chambre, ne croit pas plus qu'aux prédictions du « Messenger Boiteux » et qu'il défend avec une verve, un roulement de voix, un sentiment, dignes d'un fou ou d'un acteur forain ? Ce n'est pas en vain que la comédie populaire ne se borne plus à faire de Bertrand et de Robert Macaire de simples escrocs, des Tartufe, ou des filouteurs de banque, et qu'elle ajoute à ces excellentes qualités celle de « représentants du peuple », en quête de suffrages et

de mouchoirs à empocher.

Faut-il enfin donner ici les frais des élections? Mais tous les journaux nous renseignent suffisamment à cet égard. Ou bien reproduire la liste de dépenses d'un agent électoral, sur laquelle figurent des gigots de mouton, des gilets de flanelle et de l'eau sédative, envoyés par le candidat compatissant «à ces chers enfants» de ses électeurs. Faut-il rappeler aussi les frais de pommes cuites et d'œufs pourris, «pour confondre le parti adverse», qui pèsent sur les budgets électoraux aux États-Unis, comme les frais de placards calomnieux et de «manœuvres de la dernière heure», qui jouent déjà un rôle si honorable dans nos élections européennes?

Et quand le gouvernement intervient, avec ses «places», ses cent mille «places» offertes au plus donnant, ses chiffons qui portent le nom de «crachats», ses bureaux de tabac, sa haute protection promise aux lieux de jeu et de vice, sa presse éhontée, ses mouchards, ses escrocs, ses juges et ses agents...

Non, assez! Laissons cette boue, ne la remuons pas! Bornons-nous simplement à poser cette question : Y a-t-il une seule passion humaine, la plus vile, la plus abjecte de toutes, qui ne soit pas mise en jeu un jour d'élections? Fraude, calomnie, platitude, hypocrisie,

mensonge, toute la boue qui gît au fond de la bête humaine - voilà le joli spectacle que nous offre un pays dès qu'il est lancé dans la période électorale.

C'est ainsi, et il ne peut pas en être autrement, tant qu'il y aura des élections pour se donner des maîtres. Ne mettez que des travailleurs en présence, rien que des égaux, qui un beau jour se mettent en tête de se donner des gouvernants - et ce sera encore la même chose. On ne distribuera plus de gigots; on distribuera l'adulation, le mensonge - et les pommes cuites resteront. Que veut-on récolter de mieux quand on met aux enchères ses droits les plus sacrés?

Que demande-t-on, en effet, aux électeurs? De trouver un homme auquel on puisse confier le droit de légiférer sur tout ce qu'ils ont de plus sacré : leurs droits, leurs enfants, leur travail! Et on s'étonnerait que deux ou trois mille Robert Macaire viennent se disputer ces droits royaux? On cherche un homme auquel on puisse confier, en compagnie de quelques autres, issus de la même loterie, le droit de perdre nos enfants à vingt et un ans ou à dix-neuf ans, si bon lui semble; de les enfermer pour trois ans, mais aussi pour dix ans s'il aime mieux, dans l'atmosphère putréfiante de la caserne; de les faire massacrer quand et où il voudra en commençant une guerre que le pays sera forcé de faire, une fois engagée.

Il pourra fermer les Universités ou les ouvrir à son gré ; forcer les parents à y envoyer les enfants ou leur en refuser l'entrée. Nouveau Louis XIV, il pourra favoriser une industrie ou bien la tuer s'il le préfère ; sacrifier le Nord pour le Midi ou le Midi pour le Nord ; s'annexer une province ou la céder. Il disposera de quelque chose comme trois milliards par an, qu'il arrachera à la bouche du travailleur. Il aura encore la prérogative royale de nommer le pouvoir exécutif, c'est-à-dire un pouvoir qui, tant qu'il sera d'accord avec la Chambre, pourra être autrement despotique, autrement tyrannique que la feu royauté. Car, si Louis XVI ne commandait qu'à quelques dizaines de mille fonctionnaires, il en commandera des centaines ; et si le roi pouvait voler à la caisse de l'État quelques méchants sacs d'écus, le ministre constitutionnel de nos jours, d'un seul coup de Bourse, empoche « honnêtement » des millions.

Et on s'étonnerait de voir toutes les passions mises en jeu, lorsqu'on cherche un maître qui va être investi d'un pareil pouvoir ! Lorsque l'Espagne mettait son trône vacant aux enchères, s'étonnait-on de voir les flibustiers accourir de toutes parts ? Tant que cette mise en vente des pouvoirs royaux restera, rien ne pourra être réformé : l'élection sera la foire aux vanités et aux consciences.

Mais, que demande-t-on maintenant aux électeurs ?
- On demande à dix, vingt mille hommes (à cent mille avec le scrutin de liste), qui ne se connaissent point du tout, qui ne se voient jamais, ne se rencontrent jamais sur aucune affaire commune, à s'entendre sur le choix d'un homme. Encore cet homme ne sera-t-il pas envoyé pour exposer une affaire précise ou défendre une résolution concernant telle affaire spéciale. Non, il doit être bon à tout faire, à légiférer sur n'importe quoi, et sa décision fera loi. Le caractère primitif de la délégation s'est trouvé entièrement travesti, elle est devenue une absurdité.

Cet être omniscient qu'on cherche aujourd'hui n'existe pas. Mais voici un honnête citoyen qui réunit certaines conditions de probité et de bon sens avec un peu d'instruction. Est-ce lui qui sera élu ? Évidemment non. Il y a à peine vingt personnes dans son collège qui connaissent ses excellentes qualités. Il n'a jamais cherché à se faire de la réclame, il méprise les moyens usités de faire du bruit autour de son nom, il ne réunira jamais plus de 200 voix. On ne le portera même pas candidat, et on nommera un avocat ou un journaliste, un beau parleur ou un écrivassier qui apporteront au parlement leurs mœurs du barreau et du journal et iront renforcer le bétail de vote du ministère ou de l'opposition. Ou bien ce sera un négociant,

jaloux de se donner le titre de député, et qui ne s'arrêtera pas devant une dépense de 10.000 francs pour acquérir de la notoriété. Et là où les mœurs sont éminemment démocratiques, comme aux États-Unis, là où les comités se constituent facilement et contrebalancent l'influence de la fortune, on nommera le plus mauvais de tous, le politicien de profession, l'être abject devenu aujourd'hui la plaie de la grande République, l'homme qui fait de la politique une industrie et qui la pratique selon les procédés de la grande industrie - réclame, coups de tam-tam, corruption.

Changez le système électoral comme vous voudrez : remplacez le scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste, faites les élections à deux degrés comme en Suisse (je parle des réunions préparatoires), modifiez tant que vous pourrez, appliquez le système dans les meilleures conditions d'égalité - taillez et retaillez les collèges -, le vice intrinsèque de l'institution restera. Celui qui saura réunir plus de la moitié des suffrages (sauf de très rares exceptions) chez les partis persécutés, sera toujours l'homme nul, sans convictions - celui qui sait contenter tout le monde.

C'est pourquoi - Spencer l'a déjà remarqué - les parlements sont généralement si mal composés. La Chambre, dit-il dans son Introduction, est toujours

inférieure à la moyenne du pays, non seulement comme conscience, mais aussi comme intelligence. Un pays intelligent se rapetisse dans sa représentation. Il jurerait d'être représenté par des nigauds qu'il ne choisirait pas mieux. Quant à la probité des députés, nous savons ce qu'elle vaut. Lisez seulement ce qu'en disent les ex-ministres qui les ont connus et appréciés.

Quel dommage qu'il n'y ait pas de trains spéciaux pour que les électeurs puissent voir leur « Chambre », à l'œuvre. Ils en auraient bien vite le dégoût. Les anciens soulaient leurs esclaves pour enseigner à leurs enfants le dégoût de l'ivrognerie. Parisiens, allez donc à la Chambre voir vos représentants pour vous dégoûter du gouvernement représentatif.

A ce ramassis de nullités le peuple abandonne tous ses droits, sauf celui de les destituer de temps en temps et d'en nommer d'autres. Mais comme la nouvelle assemblée, nommée d'après le même système et chargée de la même mission, sera aussi mauvaise que la précédente, la grande masse finit par se désintéresser de la comédie et se borne à quelques replâtrages, en acceptant quelques nouveaux candidats qui parviennent à s'imposer.

Mais si l'élection est déjà empreinte d'un vice consti-

tutionnel, irréformable, que dire de la manière dont l'assemblée s'acquitte de son mandat? Réfléchissez une minute seulement, et vous verrez aussitôt l'inanité de la tâche que vous lui imposez. Votre représentant devra émettre une opinion, un vote, sur toute la série, variée à l'infini, de questions qui surgissent dans cette formidable machine - l'État centralisé.

Il devra voter l'impôt sur les chiens et la réforme de l'enseignement universitaire, sans jamais avoir mis les pieds dans l'Université ni su ce qu'est un chien de campagne. Il devra se prononcer sur les avantages du fusil Gras et sur l'emplacement à choisir pour les haras de l'État. Il votera sur le phylloxera, le guano, le tabac, l'enseignement primaire et l'assainissement des villes; sur la Cochinchine et la Guyane, sur les tuyaux de cheminée et l'Observatoire de Paris. Lui qui n'a vu les soldats qu'à la parade, répartira les corps d'armée, et sans avoir jamais vu un Arabe, il va faire et défaire le Code foncier musulman en Algérie. Il votera le shako ou le képi selon les goûts de son épouse. Il protégera le sucre et sacrifiera le froment. Il tuera la vigne en croyant la protéger; et il votera le reboisement contre le pâturage et protégera le pâturage contre la forêt. Il sera ferré sur les banques. Il tuera tel canal pour un chemin de fer, sans savoir trop dans quelle partie de la France ils se trouvent

l'un et l'autre. Il ajoutera de nouveaux articles au Code pénal, sans l'avoir jamais consulté. Protée omniscient et omnipotent, aujourd'hui militaire, demain éleveur de porcs, tour à tour banquier, académicien, nettoyeur d'égouts, médecin, astronome, fabricant de drogues, corroyeur ou négociant, selon les ordres du jour de la Chambre, il n'hésitera jamais. Habitué dans sa fonction d'avocat, de journaliste ou d'orateur de réunions publiques, à parler de ce qu'il ne connaît pas, il votera sur toutes ces questions, avec cette seule différence que dans son journal il amusait le concierge à son réchaud, qu'aux assises il réveillait à sa voix les juges et les jurés somnolents, et qu'à la Chambre son opinion fera loi pour trente, quarante millions d'habitants.

Et comme il lui est matériellement impossible d'avoir son opinion sur les mille sujets pour lesquels son vote fera loi, il causera cancans avec son voisin, il passera son temps à la buvette, il écrira des lettres pour réchauffer l'enthousiasme de ses «chers électeurs», pendant qu'un ministre lira un rapport bourré de chiffres alignés pour la circonstance par son chef de bureau; et au moment du vote il se prononcera pour ou contre le rapport, selon le signal du chef de son parti.

Aussi une question d'engrais pour les porcs ou

d'équipement pour le soldat ne sera-t-elle dans les deux partis du ministère et de l'opposition, qu'une question d'escarmouche parlementaire. Ils ne se demanderont pas si les porcs ont besoin d'engrais, ni si les soldats ne sont pas déjà surchargés comme des chameaux du désert - la seule question qui les intéressera, ce sera de savoir si un vote affirmatif profite à leur parti. La bataille parlementaire se livrera sur le dos du soldat, de l'agriculteur, du travailleur industriel, dans l'intérêt du ministère ou de l'opposition.

Majorités et minorités (1897) - Errico Malatesta

L'Agitazione, du 14 mars 1897

Très chers compagnons,

Je me réjouis de la publication prochaine du journal *L'Agitazione* et je vous souhaite de tout cœur le succès le plus complet. Votre journal paraît à un moment où la nécessité s'en fait beaucoup sentir, et j'espère qu'il pourra être un organe sérieux de discussion et de propagande, et un moyen efficace pour rassembler et resserrer les rangs dispersés de notre parti.

Vous pouvez compter sur mon concours dans toute la mesure où mes forces, malheureusement faibles, me le permettront.

Pour cette fois, ne serait-ce que pour inaugurer ma future collaboration, je vous écrirai à propos de

quelques points qui me concernent personnellement d'une certaine façon, mais qui ne sont pas sans importance par rapport à la propagande générale.

Comme vous le savez, notre ami Merlino s'égare maintenant dans la vaine tentative de vouloir concilier l'anarchie et le parlementarisme; en voulant soutenir, dans sa lettre au *Messaggero*, que "le parlementarisme n'est pas destiné à disparaître entièrement et qu'il en restera toujours quelque chose, y compris dans la société que nous souhaitons", il rappelle un article que j'ai écrit et envoyé à la conférence anarchiste de Chicago en 1893, article où je soutenais que "pour certaines choses, l'avis de la majorité devra nécessairement l'emporter sur celui de la minorité".

C'est exact; et aujourd'hui, mes idées ne sont pas différentes de celles que j'exprimais dans l'article dont il s'agit. Mais en citant une phrase de moi, tronquée pour soutenir une thèse différente de celle que je soutenais, Merlino laisse dans l'ombre et dans l'ambiguïté ce que je voulais réellement dire.

À savoir ceci : il y avait à l'époque - et il y en a encore quelques-uns aujourd'hui - beaucoup d'anarchistes qui, confondant la forme et le fond et s'intéressant plus aux mots qu'aux choses, s'étaient constitué

une espèce de " rituel de la vérité anarchiste " qui entravait leur action et les amenait à soutenir des choses absurdes et grotesques.

Ainsi, par exemple, partant du principe que la majorité n'a pas le droit d'imposer sa volonté à la minorité, ils en concluaient qu'on ne devait jamais rien faire qui ne soit approuvé à l'unanimité des présents. Confondant le vote politique qui sert à se donner des patrons et le vote qui est un moyen commode et rapide d'exprimer sa propre opinion, ils considéraient comme anti-anarchiste toute espèce de vote. Ou encore : on convoquait une réunion pour dénoncer une violence de la part du gouvernement ou des patrons, ou pour montrer la sympathie populaire pour tel ou tel événement ; les gens venaient, écoutaient les discours des organisateurs, écoutaient ceux des contradicteurs et puis repartaient sans exprimer leur propre opinion parce que le seul moyen de l'exprimer était le vote sur les différentes motions... et que voter n'était pas anarchiste.

Un cercle voulait faire une affiche : différentes rédactions étaient proposées et les avis des membres du cercle étaient partagés à ce sujet ; on discutait à n'en plus finir, mais on n'arrivait jamais à savoir quelle était l'opinion prédominante parce qu'il était interdit de voter ; et donc : ou l'affiche n'était pas

tirée, ou certains tiraient de leur côté celle qu'ils préféraient; le cercle se dissolvait alors qu'en fait il n'y avait aucune dissension réelle et qu'il s'agissait seulement d'une question de style. La conséquence de cette façon d'agir, qu'ils disaient être une garantie de liberté, c'était que seuls quelques-uns, les mieux dotés de qualités oratoires, faisaient et défaisaient alors que ceux qui ne savaient pas, ou n'osaient pas parler en public, et qui sont toujours la grande majorité, ne comptaient pas du tout. Et puis l'autre conséquence, plus grave et vraiment mortelle pour le mouvement anarchiste, c'était que les anarchistes ne se croyaient pas liés par la solidarité ouvrière et qu'ils allaient travailler en pleine grève, parce que la grève avait été votée à la majorité alors qu'ils s'y opposaient. Et ils allaient même jusqu'à ne pas oser traiter de crapules de soi-disant anarchistes qui demandaient de l'argent aux patrons, et en recevaient, pour combattre une grève au nom de l'anarchie -je pourrais citer des noms, s'il le faut.

C'est contre ces aberrations et d'autres semblables que s'élevait l'article que j'ai envoyé à Chicago.

Je soutenais qu'il n'y aurait pas de vie en société possible si vraiment on ne devait jamais rien faire ensemble qui n'ait reçu l'accord unanime de tous. Que les idées, les opinions sont en perpétuelle évolution

et se différencient insensiblement par degrés, alors que les réalisations pratiques changent brusquement par sauts ; et que si jamais un jour tout le monde était parfaitement d'accord sur les avantages de telle ou telle chose, cela signifierait que, pour cette chose-là, il n'y aurait plus de progrès possible. Ainsi, par exemple, s'il s'agissait de faire un chemin de fer : il y aurait certainement mille opinions différentes sur le tracé de la voie, sur le matériel, sur le type de locomotive et de wagons, l'emplacement des gares, etc., et ces opinions changeraient de jour en jour, mais si on veut faire ce chemin de fer, il faut bien choisir entre les différentes opinions existantes, et on ne pourrait pas tous les jours modifier le tracé, changer les gares de place, prendre un autre type de locomotive. Et tant qu'à choisir, il vaut mieux contenter le plus grand nombre ; à condition, bien sûr, de donner à la minorité toute la liberté et tous les moyens possibles de faire de la propagande pour ses idées, les expérimenter et chercher à devenir la majorité.

Il est donc raisonnable, juste et nécessaire que la minorité cède devant la majorité, pour tout ce qui n'admet pas plusieurs solutions dans le même temps ; ou lorsque les différences d'opinion ne sont pas d'une importance telle qu'il vaille la peine de se diviser et que chaque fraction agisse à sa manière ;

ou quand le devoir de solidarité impose l'union.

Mais le fait de céder, pour la minorité, doit être l'effet de la libre volonté, déterminée par la conscience de la nécessité : ce ne doit pas être un principe, une loi, qui s'applique par conséquent dans tous les cas, même lorsque la nécessité ne s'en fait pas réellement sentir. C'est en cela que consiste la différence entre l'anarchie et toute forme de gouvernement. Toute la vie sociale est pleine de ces nécessités où on doit oublier ses propres préférences pour ne pas heurter les droits des autres. J'entre dans un café, je vois que la place que je préfère est occupée et je vais tranquillement m'asseoir ailleurs où, peut-être, il y a un courant d'air qui ne me fait pas du bien. Je vois des personnes qui parlent de façon à ce qu'on comprenne qu'elles ne veulent pas être écoutées et je m'écarte, ce qui peut-être me dérange, pour ne pas les déranger, elles. Mais cela, je le fais parce que cela m'est imposé par mon instinct d'homme social, parce que je suis habitué à vivre parmi les hommes, et par mon intérêt à ne pas me faire mal traiter ; si j'agissais autrement, ceux que je dérangerais me feraient vite comprendre, d'une façon ou d'une autre, les ennuis qu'entraîne le fait d'être un rustre. Je ne veux pas que des législateurs viennent me dire de quelle façon je doit me comporter dans un café, et je ne les crois pas capables de m'apprendre l'éducation

que je n'aurais pas su apprendre de la société dans laquelle je vis.

Comment fait donc Merlino pour tirer de tout cela qu'un reste de parlementarisme devra exister jusque dans la société que nous souhaitons ?

Le parlementarisme est une forme de gouvernement dans laquelle les élus du peuple réunis en corps législatif font les lois qui leur chantent, à la majorité des voix, et les imposent au peuple avec tous les moyens coercitifs dont ils peuvent disposer.

Et c'est un reste de ces belles prérogatives que Merlino voudrait conserver, y compris en Anarchie ? Au Parlement, on parle, on discute, on délibère et cela se fera toujours, dans n'importe quelle société possible et imaginable : est-ce cela que Merlino appelle un reste de parlementarisme ?

Ce serait vraiment trop jouer sur les mots, et Merlino est capable d'employer d'autres procédés, et bien plus sérieux, dans une discussion.

Quand nous polémiqions tous les deux avec ces anarchistes qui sont opposés à tout congrès parce qu'ils y voient précisément une forme de parlementarisme, Merlino ne se souvient donc pas de ce

que nous soutenions tous les deux? À savoir que l'essence du parlementarisme est dans le fait que les parlements font les lois et les imposent; alors qu'un congrès anarchiste ne fait que discuter et proposer des résolutions qui n'ont valeur exécutoire qu'après approbation des mandants et seulement pour ceux qui les approuvent.

Ou bien est-ce que les mots auraient changé de sens, maintenant que Merlino n'a plus les mêmes idées?

Après le naufrage (2024) - joie et tension

Publié sur le site “joietension.noblogs.org” en octobre 2024. (<https://catgirlsbookclub.noblogs.org/fr/le-citoyennisme-qui-vient/>)

À propos de l'anarcho-électorat de l'été 2024

Nous avons écrit ce texte en l'honneur de tous.te.s nos camarades qui se sont pressé.e.s dans les isolements en juin et en juillet dernier pour déposer leur bulletin dans les urnes, en y glissant au passage leur dernière parcelle de dignité et en abandonnant toute velléité révolutionnaire.

Nous sommes heureux.ses de constater qu'ils ont aujourd'hui le gouvernement qu'ils méritent, et un ministre de l'Intérieur dont ils peuvent être fier.e.s.

Parce qu'ils ont contribué par leur vote à justifier ce

gouvernement, et surtout à justifier l'État et l'exploitation, nous souhaitions leur rendre hommage avec ce second texte. Mieux, puisque Le citoyenisme qui vient, à notre grande surprise, a semblé choquer certain.e.s anarchistes autoproclamé.e.s – alors même que ce texte ne faisait que rappeler succinctement les fondamentaux de l'anti-électorisme et de l'anti-étatisme – nous avons décidé d'en développer ici le contenu. En d'autres termes, c'est une façon de dire qu'on persiste et signe.

Cela ne devrait même pas être nécessaire. Et pourtant... Pourtant certain.e.s camarades se sont offusqué.e.s. Pourtant, Paris Luttes Infos, principal site mutu parisien nous a censuré.e.s – en même temps que plusieurs autres textes du même type – sans même amorcer la moindre discussion, avec des arguments si absurdes qu'ils auraient tout aussi bien pu servir à censurer Reclus, Libertad, Malatesta et bien d'autres*, parachevant ainsi un virage électoraliste et social-démocrate qui restera comme un tournant majeur dans l'histoire de ce site. Si l'on ajoute à cela la publication d'un texte d'une candeur et d'une tiédeur à faire passer Hollande et Glucksmann pour l'avant-garde d'une faction armée révolutionnaire (N'y a-t-il rien à célébrer?), l'on ne peut que constater l'ampleur du naufrage.

Voici donc, en quatre points principaux, ce que nous pensons de l'égarement de nos ex-camarades qui se sont perdus dans les urnes, de la logique d'assimilation libérale à laquelle ils se sont pliés, de la fonction réactionnaire du corps électoral qu'ils ont intégré et de l'inutilité de distinguer entre les différentes formes d'État, que nous combattons toutes.

Le sens de la rupture

Nous estimons que le principal facteur de désorientation de nos camarades l'été dernier a été la perte du sens de la rupture. Par-là nous entendons qu'ils n'ont pas été capables de faire la différence entre les clivages de surface qui agitent l'espace public libéral-capitaliste et le véritable antagonisme sur lequel nous devons porter toute notre attention et toute notre énergie destructrice.

Qu'on ne s'y trompe pas : c'est une question cruciale, à laquelle il peut s'avérer difficile de répondre dans certains contextes. Identifier son véritable ennemi et le distinguer des faux-amis qui pullulent à gauche n'est pas toujours facile. Mais tout de

même : il ne fallait pas une conscience politique si aiguisée en juin/juillet dernier pour percevoir que le pseudo-clivage commenté avec une grande intensité dramatique par les médias relevait ni plus ni moins de ce que Debord appelait « les fausses luttes spectaculaires des formes rivales du pouvoir séparé », autrement dit une parodie de division, la simple expression de la compétition des élites et de leurs partis pour leurs intérêts sectoriels spécifiques, donc pour la gestion autoritaire de l'État libéral-capitaliste. À aucun moment, sous aucune forme que ce soit, un véritable antagonisme, expression d'une rupture radicale, n'a été en jeu.

Rien de pire que ces fausses divisions entre élites. Elles sont une distraction, la mise en scène d'un conflit qui n'existe que sur fond d'un consensus bien plus profond et solide, à savoir l'adhésion au système libéral-capitaliste et la validation de la domination étatique. En d'autres termes ces luttes politiques de surface, ces querelles mineures entre exploités, ce soi-disant clivage gauche-droite n'est qu'une petite dispute entre amis à propos de laquelle les électeur.rices, crédules, sont invités à arbitrer.

Le libéralisme – en tant qu'organisation politique – trouve ici son apogée. C'est un formidable instrument de dépolitisation qui neutralise la conflictua-

lité, anesthésie les individus et réduit la politique à une querelle entre gens de bonne compagnie dont la compétition et l'alternance sont un leurre puisqu'en arrière-plan l'essentiel reste hors de portée de la contestation : le système, ses fondements, ses valeurs, ses institutions, ne sont pas mis en cause et sont voués à demeurer intacts.

Quelle preuve faut-il à nos camarades ? La gauche réclamait la victoire... C'est-à-dire, comme on le sait à présent, la possibilité de mettre au pouvoir une énarque ou un ancien ministre de l'Intérieur ayant soutenu la répression à outrance qui a mené à la mort de Rémi Fraisse. C'est cela, une victoire ? Non, tout le spectre de l'échiquier partisan officiel, qui prend place dans les assemblées et dans les lieux du pouvoir, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite (oui, on a bien dit tout le monde), n'incarne qu'un seul et même camp : celui de l'oppression politique et économique. Faut-il rappeler le bilan de la gauche au pouvoir ? Quel degré d'amnésie historique faut-il avoir pour croire que les choses iront « mieux », que nous pourrons « souffler », que le militantisme sera plus « facile » ou que notre vie sera meilleure parce que ces gens-là auront gagné ?

On nous a dit qu'il fallait éviter le pire. Mais le pire n'était pas en jeu à l'occasion des dernières

élections législatives, le pire est déjà au pouvoir depuis longtemps. À vrai dire, il n'y avait aucun enjeu dans ces élections. C'était, nous l'avons dit, un non-événement, une série de péripéties toutes entières contenues à l'intérieur du monde marchand.

Le véritable antagonisme est ailleurs. Et les représentants de la pseudo-gauche parlementaire n'en sont pas plus proches, et ne nous en rapprochent pas plus, que la droite ou l'extrême-droite. Pour rompre véritablement avec l'État libéral-capitaliste, il faudra les combattre tous, sans distinction, comme un seul et même ennemi. Cessons de considérer un camp comme plus proche de nous, de nos idées, et l'autre comme plus hostile. Nous ne devons instaurer qu'un seul et unique rapport d'hostilité total, absolu, envers l'ensemble des élites gouvernantes, quelle qu'elles soient. Notre conflictualité doit être aveugle au système de différenciation qui manifeste la querelle des oppresseurs et leurs désaccords superficiels sur les modalités de gestion de l'oppression socio-économique. Nous devons procéder à la simplification radicale des choses, à l'émergence d'une fracture unique de part et d'autre de laquelle il n'y a aura pas de réconciliation possible.

Voilà le seul vrai antagonisme, que nous ne devons jamais perdre de vue : la rupture avec la totalité de

l'ordre existant, sans nuances, sans négociation possible avec celles et ceux qui participent au spectacle que l'on nous vend comme une marchandise. Ne nous laissons pas distraire, mettons en œuvre les conditions d'une séparation intransigeante, celle qui nous maintient à distance de tout ce qu'il faudra détruire : le libéralisme, le capitalisme, donc aussi l'État – plus ancien encore que ces masques-là, qu'il a pris comme il en a pris d'autres au cours des siècles.

Cet antagonisme, par lequel le système est confronté à sa pleine et entière négation, a plusieurs noms et nous les acceptons tous. C'est la lutte des classes, à condition que l'on admette que le prolétariat ne soit plus seulement ouvrier mais englobe toutes les catégories opprimé.e.s, exploité.e.s et dominé.e.s. C'est la guerre sociale enfin déployée dans tous les secteurs de la société. C'est le combat du peuple contre ses ennemis. C'est, si vous y tenez, la contradiction principale, vers laquelle convergent nécessairement toutes les luttes. Peu importe le vocabulaire : ce qui compte est le partage clair, limpide, entre les partisans du système – tous les oppresseurs, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite citoyennistes et électoralistes – et les forces insurrectionnelles qui aspirent à les renverser en même temps que l'État.

Aucune « victoire » ne passe par l'intérieur du sys-

tème. Nous autres, insurrectionnalistes, ne gagnons jamais grâce à une élection et nous ne nous laisserons jamais distraire par le spectacle navrant de la concurrence entre les marchandises électorales, ce marché illusoire où les consommateurs paient en bulletins de vote leur soumission au pouvoir et leur confort moral.

Contre les droits libéraux

Mais enfin, nous dira-t-on, n'y avait-il tout de même pas, lors des dernières élections, en fonction du vainqueur, un enjeu en termes de progression ou de régression des droits? N'est-t-on pas en pleine période de backlash illibéral un peu partout dans le monde, et n'était-ce pas dès lors égoïste de dénoncer l'élection et les électeur.rices alors que l'on pressentait que des minorités seraient impactées?

Ce chantage aux droits libéraux mérite qu'on s'y attarde un peu, tant il est crucial dans la façon dont certain.e.s camarades ont perdu de vue le véritable antagonisme et sont laissé.e.s happer par une logique d'assimilation au système libéral-capitaliste.

Voter, donc, serait indispensable pour protéger les droits existants des minorités, ou pour empêcher qu'elles ne les perdent. Mais alors nous ne comprenons plus : ces droits seraient-ils un substitut à la lutte révolutionnaire ? Ou sinon, peut-être, une manière indirecte de mener progressivement à la rupture avec le régime ? Ils permettraient ainsi aux dominé.e.s de gagner la lutte contre ce qui les opprime... Non. Un tel monde n'existe pas. Les droits sont une machine à neutraliser les antagonismes et cette machine fonctionne par le triple mécanisme de l'assimilation, de la dépolitisation et de la marchandisation :

Assimilation, car les droits que l'État libéral-capitaliste octroie aux opprimé.e.s ne visent qu'à les intégrer à l'ordre bourgeois et à les pousser à s'adapter au mode de vie docile et conservateur, calqué sur le modèle familial patriarcal, qui est le moteur de la reconduction et de la perpétuation de l'ordre existant. Les droits sont le vecteur du confort, du conformisme et de la soumission.

Dépolitisation, car en échange de ces droits les opprimé.e.s subissent une injonction à se taire, à cesser toute critique du système et à ne se mobiliser que dans le strict cadre des formes normées de la participation routinisée (vote, pétitions ineptes,

engagement syndical ou associatif et dans le meilleur des cas manifestations ritualisées...). Faut-il rappeler que toute attaque contre le régime, donc tout positionnement en tant qu'ennemi réel de celui-ci, de part et d'autre de la véritable rupture antagoniste, produit immédiatement la remise en cause des droits et l'application d'une logique d'exception qui désigne toute forme d'extériorité comme une proclamation terroriste ?

Marchandisation, enfin, car l'acquisition des droits permet de profiter des largesses consuméristes du système, d'accéder au marché, de jouir de ses biens et – faveur ultime – de voir sa propre culture et son mode de vie éventuellement eux-mêmes érigés en marchandises. C'est la récompense ultime : devenir soi-même un produit, une petite parcelle du spectacle – intégrer un monde qu'on ne veut évidemment plus détruire.

Tout cela est connu. Droit au mariage, droit à s'engager dans l'armée... Les queers insurrectionnalistes de Bash Back ! nous ont mis en garde il y a plus de dix ans déjà contre les pièges de l'assimilationnisme libéral : pour les minorités racisées, féministes, LGBT, queers, comme pour le prolétariat ouvrier avant elles, la lutte pour les droits est un traquenard et une supercherie. C'est l'espoir de gagner quelques

privilèges, d'embourgeoiser son existence, ce qui conduit à la normalisation sociale et à l'abandon de toute perspective révolutionnaire. Pire, quémander à l'État un peu plus d'égalité, c'est le conforter et le renforcer, c'est participer à l'extension du spectre de son contrôle juridique sur les populations, c'est s'inclure dans l'ordre légal et se laisser recouvrir de la puissance légiférante du système. Croyez-vous que vous arrachez vos droits à l'État? Il vous les octroie de bonne grâce tant que vous vous soumettez.

Au sommet, le roi des droits : le droit de vote, évidemment. Peu importe combien de générations d'anarchistes – et surtout combien de générations d'anarcha-féministes – ont combattu ce droit comme une illusion, un leurre déployé par l'État libéral pour détourner les vocations révolutionnaires de leur but. Peu importe Emma Goldman et tant d'autres! Oublions-les, marchons sur leurs cadavres. Nos camarades, si pressé.e.s d'enterrer en juin/juillet dernier leurs propres idéaux, ont renié en un geste, dans l'isolement, tout un passé de lutte.

Nous disons pour notre part que les droits libéraux ne peuvent être ni réclamés, ni invoqués. Et cela implique aussi, d'ailleurs, de résister à la tentation d'en appeler à la justice étatique, à ses juges et à ses prisons. Car y céder c'est encore renforcer

l'État, le soutenir et l'approuver, c'est contribuer activement et volontairement à consolider l'origine même de l'oppression raciste, sexiste, homophobe ou transphobe. Lutter contre l'oppression passe par la destruction du droit et la démolition des institutions qui le fondent.

Si l'on regarde un peu en arrière, on voit à quel point cette question est historiquement décisive. Chaque lutte, chaque époque du prolétariat sous ses différentes incarnations (des ouvriers du XIXème siècle jusqu'aux minorités racisées ou aux minorités de genre actuelles) s'est vu offrir, après avoir constitué pendant un temps une menace subversive, une place au chaud dans le système libéral-capitaliste. Et à chaque génération certain.e.s ont cédé à l'État, jusqu'à en devenir parfois des piliers à force d'embourgeoisement et de soumission. À chaque fois, mettre un bulletin dans une urne, et croire qu'un camp au sein de l'élite, parce qu'il promet un peu plus de droits, ou leur préservation, peut contribuer à diminuer l'oppression, ont été l'expression la plus manifeste de ce renoncement réactionnaire.

Le vote comme collaborationnisme d'État

Voter n'est pas un acte anodin, ni une petite compromission. L'électeur accomplit un double geste d'intégration à l'État et de renforcement de celui-ci. C'est un acte de collaboration volontaire et la moindre des choses serait qu'il l'assume.

Voter c'est s'intégrer à l'État

Qu'est-ce que le « corps électoral », si ce n'est une institution étatique pleinement reconnue et identifiée (on est sur une liste, on a sa carte, on se déplace le jour prévu, dans le bureau de vote officiel...) de désignation de la portion des élites appelées à gouverner à un moment donné?

Tâchons d'éclaircir cela en nous délestant des illusions propres à la fiction démocratique. L'électorat n'est pas une entité extérieure à l'État, qui serait autonome vis-à-vis de lui et qui dans lequel on pourrait déceler une quelconque trace de souveraineté. Vous pensiez à la souveraineté populaire? Mais quel.le anarchiste, quel.le révolutionnaire croit encore à cette fable? Rien de tel n'existe dans les limites de

l'État libéral-capitaliste. Celui-ci est tout entier bâti sur la neutralisation et l'exclusion de toute forme de mobilisation collective, populaire et égalitaire par laquelle des individus pourraient abolir la domination et décider, par un acte d'auto-détermination, de leurs conditions d'existence. Qu'on appelle cela «peuple» et «souveraineté populaire» n'a d'ailleurs aucune importance. L'important est que vous ne les trouverez nulle part à l'intérieur de l'ordre existant. Ni dans la rue, ni dans les isolements. Et pour cause : ce n'est que dans l'antagonisme véritable, dans l'action de négation et d'abolition totale du système que quelque chose ressemblant à une telle souveraineté survient. C'est seulement dans la lutte et la rupture, dans les interstices insurrectionnels et dans les gestes destructeurs, que l'on peut discerner l'expression d'une volonté libre et autonome.

Mais si nulle volonté ne s'exprime donc dans l'isolement, que reste-t-il alors à l'électorat ? Une simple fonction d'État, un rôle institutionnalisé parfaitement normé et intégré, qui entretient une relation d'interdépendance avec la fonction électorale dont il est le moteur : électeur.rices et élu.e.s sont les deux faces d'une même pièce, les deux composantes d'un ensemble homogène et indissociable qui constitue le système de cogestion gouvernementale. Oui, l'électeur.rice, même lorsqu'il se prétend anarchiste, est cogestion-

naire de la domination. Une réalité que certains juristes bourgeois de la Troisième république avaient crûment décrite avant que le gaullisme ne recouvre tout cela de l'illusion démocratique bonapartiste.

Voter c'est renforcer l'État

Pire, non content de participer à sa propre domination, l'électeur.rice légitime par son vote l'existence même de l'État et la mise en ordre de l'espace social. Car l'élection est un rituel de maintenance du système qui vise exclusivement à en reproduire les mécanismes à l'infini au sein de la temporalité libérale fondée sur le rythme cyclique du calendrier électoral.

Qu'on soit bien clair sur ce que cela signifie : chaque électeur.rice valide l'ensemble du système et doit assumer l'entière responsabilité de la politique du vainqueur, qu'iel légitime et qu'iel soutient du fait même du bulletin qu'iel a mis dans l'urne. Que ce soutien soit direct (si son candidat qui a gagné) ou indirect (en cas de défaite, si la marchandise politique qu'iel a consommée n'a pas pris la place d'une autre) n'a pas la moindre importance. L'acte de vote, dans sa dimension collective, dans l'autosatisfaction

générale qu'il déploie, en tant que phénomène par lequel la société contemple et célèbre sa propre docilité, est toujours une manière d'acquiescer à l'ordre existant. Voilà pourquoi toutes les électrices de juin/juillet ont validé par avance tous les gouvernements à venir, quelle que soit leur composition. Voilà pourquoi ils ont approuvé par avance tous les ministres de l'Intérieur à venir. Et c'est bien de toi, camarade, que l'on parle ici : toi qui a voté, tu es responsable des répressions futures, des charges de CRS, des LBD et des matraques, tu soutiens les GAV et les CRA, tu soutiens les flics et tu les soutiendras encore quand ils tireront à vue. Tout cela est ton œuvre, tu as participé. Et si jamais l'État tue encore l'un.e de nous, tu devras assumer ta part de responsabilité. En votant, « camarade », tu as choisi ton camp.

Le plus étonnant est que cela puisse faire débat dans nos rangs. En écrivant *Le Citoyennisme* qui vient, nous avons l'impression de ne faire que répéter des arguments anciens : Élisée Reclus, Octave Mirbeau, Albert Libertad – dont les anarchistes ressortent la formidable attaque anti-électorale à chaque séquence électorale – et bien d'autres ont déjà dit tout cela, chacun à sa manière. Et aucun d'entre eux ne s'est contenté de critiquer les élections en épargnant ou en excusant celles et ceux qui y par-

ticipient, en les considérant simplement comme de bon.nes camarades un peu égaré.e.s. Non : ils les ont insulté.e.s et méprisé.e.s, et ils ont eu raison de le faire. Ils leur ont réservé le même traitement qu'à leurs ennemi.e.s.

Un exemple? Toi qui as voté en juin/juillet 2024, voici ce que te dit Libertad :

« Tu es un danger pour nous, hommes libres, pour nous, anarchistes. Tu es un danger à l'égal des tyrans, des maîtres que tu te donnes, que tu nommes, que tu soutiens, que tu nourris, que tu protèges de tes baïonnettes, que tu défends de ta force de brute, que tu exaltes de ton ignorance, que tu légalises par tes bulletins de vote, – et que tu nous imposes par ton imbécillité. » (Albert Libertad, *Le criminel, c'est l'électeur!*, 1906)

Notre radicalité a-t-elle tant régressé plus d'un siècle plus tard pour que ces mots froissent la sensibilité d'anarcho-électeur.rices en perdition? Tant pis. Nous préférons toujours Libertad à votre extrême-gauche parlementariste, à vos insoumis homophobes et transphobes, à vos socialistes islamophobes, tous ces oppresseurs que vous avez contribué à désigner en pleine fièvre électoraliste, lorsque vous avez cru que voter était un geste

antifasciste grandiose.

L'anti-électorisme n'a rien d'une posture folklorique ou désuète. Dans un climat militant où les fondements de l'anarchisme et de l'insurrectionnalisme se sont manifestement dilués dans le citoyenisme libéral ambiant, où des pseudo-révolutionnaires misent sur leurs petites parts de marché parlementaire, il nous apparaît crucial de marteler cette évidence : tout électeur est un collabo.

Contre l'État, quel qu'il soit

Notre indifférence envers la séquence électorale de l'été 2024 ne vient pas seulement de la nocivité d'un vote destiné à départager la gauche et la droite du Capital. Elle vient aussi du fait qu'à nos yeux, tous les États se valent et qu'aucun, quel que soit le régime ou le programme des gouvernants, n'est meilleur qu'un autre : quel que soit le contexte, quelle que soit la période, l'État est toujours une instance d'exploitation et d'oppression. Nous autres, insurrectionnalistes, combattons tous les États et nous moquons des différences subtiles et scolastiques que les intellectuels organiques de la bourgeoisie aiment

à établir entre les différents types de régimes.

A notre grand étonnement, Ce fut l'argument le plus controversé du Citoyennisme qui vient. Dans la fièvre électoraliste de l'été dernier, tandis que la gauche jouait sur la peur du fascisme pour accroître sa clientèle électorale, cet argument a heurté des camarades.

Soyons pédagogues, rafraîchissons-leur la mémoire, d'abord avec Malatesta :

« Les fascistes battent, incendient, tuent, violent toutes les libertés, piétinent la dignité des travailleurs de la manière la plus scandaleuse qui soit. Mais tout le mal que le fascisme a fait ces deux dernières années (...) est-il comparable au mal que l'État a fait tranquillement (...) pendant d'innombrables années, qu'il fait encore et qu'il fera aussi longtemps qu'il existera ? Même en laissant de côté le fait essentiel que l'État est le défenseur des privilèges et donc la cause du maintien du prolétariat dans les conditions de misère et d'abjection où il se trouve, et en ne parlant que des violences les plus voyantes, des violations de la liberté, des atteintes à la dignité, des souffrances physiques et morales

infligées, des meurtres commis par l'État et par le fascisme, son enfant illégitime, lequel des deux est le plus coupable? (...) Il me semble ridicule de demander à l'État de supprimer le fascisme, alors qu'il est bien connu que le fascisme est une création de la bourgeoisie et du gouvernement (...) et qu'il ne sera pas supprimé volontairement par le gouvernement tant qu'il ne se sentira pas assez fort pour s'en passer... en attendant de le ressusciter à nouveau lorsque le besoin s'en fera sentir».

(Errico Malatesta, « Il fascismo e la legalità », *Umanità Nova*, 14 mars 1922)

Puis avec Erich Mühsam, qui écrivit ce qui suit alors même qu'il subissait la persécution nazie :

« Ce qui fait de l'État un État et ce qui rend tous les États identiques [est] le remplacement du lien immédiat entre les personnes par le transfert du pouvoir à certaines d'entre elles afin qu'elles puissent régner sur les autres. L'absence de pouvoir dans l'organisation sociale est le critère crucial de l'anarchie, ou, pour exprimer cette explication négative sous une forme positive : l'anarchisme ne lutte pas

pour un certain type de pouvoir – il lutte pour l'autodétermination et l'autogestion humaines. Par « pouvoir », nous entendons toute prétention autoritaire à créer une division entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. La forme exacte du gouvernement n'a pas d'importance. La monarchie, la démocratie et la dictature ne sont que des formes différentes d'oppression centralisée des personnes. Elles établissent toutes des États. »

(Erich Mühsam, *La société libérée de l'État : qu'est-ce que l'anarchisme communiste?*, 1933)

Voilà. L'État est l'ennemi principal, nous sommes d'accord avec Malatesta. La forme exacte de l'État (monarchie, démocratie, dictature, etc.) n'a pas d'importance, nous sommes d'accord avec Mühsam. Et si l'on s'accorde sur le fait que ces deux anarchistes savaient de quoi ils parlaient – sans doute un peu plus que les ex-camarades de Paris Luttes Infos qui nous ont censuré –, nous pouvons partir sur de bonnes bases pour mieux saisir les enjeux des élections législatives de juin/juillet 2024.

Tout État naît et se perpétue par la violence

Nous autres, insurrectionnalistes, aimons bien avoir une perspective historique plus large que la simple analyse du système libéral-capitaliste tel qu'il s'est mis en place à partir de la fin du XVIIIème siècle en Europe. Attention, cela ne veut pas dire que nous nous trompons d'ennemi : c'est bien ce système dont nous voulons aujourd'hui la destruction. Mais nous savons aussi que l'État et sa violence sont plus anciens. Nous savons tout ce que doit le capitalisme à l'oppression coloniale et à l'extermination massive des peuples colonisés au cours des siècles antérieurs, notamment en Amérique Latine. Et nous avons appris des anthropologues et des historien.ne.s combien la genèse de l'État, ses massacres, ses guerres, son esclavagisme et son impérialisme, est lointaine. Cela fait plusieurs millénaires que la catastrophe étatique a commencé, et avec elle – puisque c'est ce qui l'a constituée et l'a justifiée – la domination socio-économique, la distinction de genre et les hiérarchies racistes. Depuis lors, les régimes, les valeurs et les idées qui soutiennent l'État ne sont que les expressions secondaires et superficielles de sa violence première et de son but unique de maintien de la domination. Peu importe que vous ayez un empereur, un roi, un dictateur, voire un président ou un parlement élus, peu importe le nom qu'on donne

à leurs esclaves, sujets ou citoyens : à travers les millénaires, les empires, les monarchies, les dictatures, les soi-disant « démocraties » ou les républiques n'ont été que les prête-noms de l'oppression fondamentale qui se tenait continuellement en arrière-plan, celle de l'État.

L'entrelacement politico-économique qu'est le système libéral-capitaliste est à la fois l'incarnation la plus récente de l'étatisme – son nouveau nom après tant d'autres dans l'histoire – et son apogée, sa formule la plus sophistiquée et la plus aboutie : la marchandisation du monde – la réduction de toute chose et de toute vie à sa valeur d'échange – et la dépolitisation libérale de la société sont la forme la plus terrible de l'impuissance humaine et de la séparation entre maîtres et esclaves.

Cette marchandisation et cette dépolitisation se caractérisent par la violence fondatrice qui se dissimule au cœur des marchandises fétichisées et de la tiède liberté octroyée aux citoyens. Derrière le marché, et derrière l'espace public libéral, derrière les biens de consommation, derrière les droits et les petits privilèges accordés à des consommateurs heureux, il y a une victoire. Celle de nos ennemis, remportée à grands coups de répression, d'assassinats, d'enfermement et de surveillance généralisée.

Dès leur naissance, le capitalisme (par le biais de l'accumulation primitive) et le libéralisme (par la coercition brutale exercée contre les forces contestataires) se sont appuyés sur une violence extrême pour exister. Que celle-ci ait disparu de l'horizon immédiat d'une partie des citoyens ensevelis sous les marchandises et les droits signifie uniquement que cette violence a quitté le centre des sociétés contemporaines pour être reléguée à leur périphérie.

Ce mouvement de la violence du centre à la périphérie concerne tous les États. Tous, même les pires, ménagent des espaces où il fait bon vivre et les protègent par la terreur et le meurtre. Même dans l'Italie fasciste, dans l'Espagne de Franco, dans le Chili de Pinochet, en Argentine à l'époque du terrorisme d'État et des commandos de la mort, il y avait toujours une frange de la population qui vivait bien, confortablement, qui ne voyait rien, qui jouissait de l'ordre obtenu par le meurtre, l'enfermement ou l'exil, et qui soutenait le régime qui lui apportait l'opulence économique.

Vous pensez que l'État français agit différemment ? Ou est-ce simplement parce que vous vivez dans la zone protégée et privilégiée qu'il a ménagée pour vous ? À la périphérie, dans les marges, dans les failles de l'ordre existant, la violence est bien là : aux

frontières, dans les colonies, dans les prisons et les CRA, lorsque les flics éborgnent ou assassinent, dans le patriarcat et la culture du féminicide et du viol, dans la répression de la dissidence de genre, dans le racisme et l'islamophobie institutionnalisés... Sans oublier qu'aux portes de l'Europe, Frontex tue impunément. Il faut un sacré degré de contentement moral et de satiété consumériste pour penser que la violence a disparu. Elle est là, en permanence, activée plus ou moins discrètement contre celles et ceux que l'État identifie comme ses ennemis.

Mais ça, nous militant.e.s, nous le savons ! Nous ne sommes pas aveugles, nous connaissons la réalité de la violence qui fonde et qui consolide les institutions. Nous savons que le fascisme – si l'on accepte de donner ce nom à cette violence d'État – n'a jamais tout à fait disparu, qu'il s'est retiré du centre, où les citoyens les plus dociles détournent le regard, mais qu'il continue à s'exercer au quotidien sur les ennemis du système libéral-capitaliste. Nous savons que cet État-là, le nôtre, est l'un des plus violents et des plus cruels qui soit, parce qu'il a atteint un degré de contrôle des populations, de surveillance, d'endoctrinement, de propagande et de puissance répressive – pensez à l'armement actuel des CRS et de la BRAV-M – inégalé dans l'histoire. Sous couvert de quelques libertés, les citoyens des prétendues

démocraties contemporaines sont sans doute parmi les plus surveillés, contrôlés, déshumanisés et asservis que l'humanité ait connue, sans échappatoire possible puisque le marché et les caméras couvrent tout, tandis que les techniques d'intimidation et d'élimination de la contestation ont atteint un degré de sophistication ahurissant.

Le prix de votre confort

Mais peut-être estimez-vous qu'on vit tout de même mieux en France aujourd'hui que dans une dictature, qu'il ne faut pas exagérer ni dramatiser la situation et que nous aurions beaucoup à perdre d'une inflexion réactionnaire l'ordre républicain. Mais alors qu'entendez-vous par «vivre mieux», et qu'avons-nous à perdre de si précieux? Votre confort consumériste et tous vos droits libéraux méritent-ils donc d'être protégés et choyés? Vos petits accommodements avec l'État libéral-capitaliste vous auraient-ils rendu aveugles à l'extraordinaire impuissance qui est la vôtre, à la privation totale de véritable liberté que vous subissez, à votre avilissement, à la soumission qui vous est imposée et à la déshumanisation marchande qui vous aliène et qui imprègne chaque chose et chaque personne

que vous croisez ? Quel degré d'embourgeoisement faut-il pour se satisfaire d'une telle existence ? Et comment peut-on oublier que chaque seconde de tranquillité dont vous jouissez est payé au prix du sang dans les marges de la société ? Vous n'êtes pas traqué.e.s au quotidien ni menacé.e.s par le pouvoir ? Pendant que vous survivez, d'autres le sont, d'autres meurent dans les prisons ou assassinés.

Oui, pour nous tous les États se valent. Et penser que le nôtre, aujourd'hui, paré des atours du républicanisme, est somme toute un lieu où il fait bon vivre, revient à cracher à la figure de toutes les personnes que la république martyrise au quotidien, sur son territoire et dans les colonies. C'est se complaire à résider, comme disait Debord, « au centre tranquille du malheur », environné de « désolation et d'épouvante ». C'est renoncer à tout espoir d'autonomie, à toute capacité d'agir en vue d'un mode d'existence différent de la petite satisfaction matérielle et juridique qu'on daigne nous accorder en échange de notre silence.

Dans ce cadre, que peut bien nous faire la prétendue « menace » de l'arrivée au pouvoir d'un énième parti gestionnaire de l'ordre existant, simple expression de la frange réactionnaire du capitalisme qui trépigne d'impatience en attendant de pouvoir utiliser

la violence étatique au profit de ses intérêts sectoriels ? Rien.

Nous combattons l'État sous toutes ses incarnations et nous n'avons que faire des micro-particularités qui peuvent affecter la répartition des postes internes à sa forme républicaine du moment. Nous le combattons avant, nous luttons déjà aux côtés des exploité.e.s et des opprimé.e.s, et nous continuerons. La violence était déjà là avant, et elle est encore là aujourd'hui. L'été dernier, à l'échelle de l'État français, il ne s'est rien passé et il ne pouvait rien se passer.

Et c'est normal : le propre du système libéral-capitaliste est qu'il ne s'y passe jamais rien. L'impuissance politique des individus est le critère fondamental qui lui permet de se perpétuer. Croire qu'on peut y vivre en paix, c'est déjà signaler son renoncement. Croire à ses belles fables – qu'il est le régime le plus ouvert, le plus libre, le plus accueillant – c'est démontrer son propre degré de capitulation. Nous, militant.e.s insurrectionnalistes, nous n'y croyons pas. Pas plus que nous ne croyons aux belles nomenclatures philosophiques qui classent les États à partir de leurs petites variations idéologiques et de leurs péripéties institutionnelles. Notre force, au contraire, est une force simplificatrice, qui ne perd

pas de vue que dans la lutte contre la domination, là où il n'y a que deux camps en présence, ces nuances sont illusoires.

Et maintenant ?

Nous savons que nos camarades les plus lucides ont fait le même constat de leur côté, et nous savons que nous les retrouverons dans les luttes. Mais où sont-ils, celles et ceux qui nous disaient qu'une défaite de l'extrême-droite allait permettre de mieux s'organiser et se mobiliser ? Ils nous ont asséné cet argument jusqu'à plus soif, comme si la révolution était imminente et qu'il suffisait de quelques semaines ou de quelques mois de « répit » (comme l'a dit l'UCL dans un piteux communiqué appelant à voter) pour qu'elle soit enfin lancée... Où sont-ils tous.tes passés ? Nous sommes à l'automne 2024, et il n'y a plus personne. On se compte, comme d'habitude, sur les doigts de la main sur le terrain, dans les luttes et dans les cortèges de tête, et seuls quelques noyaux de résistance tels que les camarades de l'AG Antifa Paname – qu'on salue au passage – surnagent dans le marasme ambiant. C'est le même marasme que l'an passé, avant la fièvre électoraliste. Rien n'a changé. Les anarchistes et les

révolutionnaires de salon qui appelaient à voter, ou qui nous faisaient la morale, simples rabatteur.ses de la gauche parlementaire, ont à nouveau disparu et se sont tus. Pendant ce temps, la violence d'État continue.

Avec le recul qui est le nôtre, nous connaissons bien le caractère cyclique du naufrage électoraliste auquel nous avons assisté : ce fut le cas à chaque fois que la gauche arriva au pouvoir, ou à chaque fois qu'il a fallu supporter le chantage au vote utile contre l'extrême-droite. Il est sans doute écrit quelque part que chaque génération de militant.e.s révolutionnaires connaît son lot de renoncements et de trahisons. À chaque fois, des gens que l'on considérait comme des camarades se résignent à être étatisés, à n'être plus que des figurants indistincts à l'intérieur du régime, à cogérer leur propre asservissement en échange de quelques miettes de confort matériel et d'assimilation libérale. À chaque fois, iels brisent la solidarité dans la lutte qui constitue le communisme en actes. Comme nous l'écrivions déjà dans *Le Citoyennisme* qui vient, ce n'est pas si dramatique : après tout, cela nous permet, à chaque fois, de mieux distinguer nos amis de nos ennemis.

Des insurrectionnalistes